

## REQUEST FOR PROPOSAL FOR SERVICES

LRPS-2021-9168409

08 July 2021

## UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (UNICEF)

**Wishes to invite you to submit a proposal for**

### PROCESSUS DE SOUMISSION DES OFFRES

L'évaluation des propositions sera faite sur la base des CV des membres de l'équipe mobilisés pour la mission, de leur disponibilité et des coûts proposés.

- La proposition technique ne doit pas compter plus de 10 pages, avec une police de 12 points et un interligne de 1,5, compte non tenu des annexes. Elle doit aborder les domaines suivants :

- Expérience dans la réalisation de rapports analytiques ou de documents de politiques relatifs aux enfants et aux adolescents, et mention d'au moins une mission similaire menée au cours des 3 dernières années ;

- La compréhension de la mission, la méthodologie proposée, les défis attendus et les solutions proposées, le plan de travail et les limites (avec des alternatives) pour atteindre les résultats attendus dans les TdR ;

- Expérience et qualifications du Consultant principal et du(des) Consultant(s) associé(s) (inclure les CV en annexe) ;

- Description du personnel clé dans le cas de cabinets (inclure les CV en annexe) ; - Toute autre information pertinente pour les TdR.

La proposition financière doit être soumise séparément de la proposition technique, conformément aux directives standard de l'UNICEF en matière de passation de marchés. Elle doit fournir un budget tout compris (honoraires, logistique, etc.) en USD, et une ventilation du budget détaillant la répartition des coûts.

### AVEC MENTION SUR LES OFFRES

Avec mention LRPS # GUI -2021- 9168409

Réalisation d'une Analyse de la Situation (SitAn) des Enfants et des Adolescents en Guinée

Les offres techniques et financières doivent parvenir uniquement à l'adresse électronique : [supplyguinee@unicef.org](mailto:supplyguinee@unicef.org)

**THIS REQUEST FOR PROPOSAL FOR SERVICES HAS BEEN:**

**Prepared By:**



08.07.2021

**Date:** \_\_\_\_\_

Sekou Soumaoro

(To be contacted for additional information, NOT FOR SENDING PROPOSALS)

Email : [ssoumaoro@unicef.org](mailto:ssoumaoro@unicef.org)

**Approved By:**



**Date:** 8 juillet 2021

Laurent Badaut

## REQUEST FOR PROPOSAL FOR SERVICES FORM

This FORM must be completed, signed and returned to UNICEF.  
Proposal must be made in accordance with the instructions contained in this Request for Proposal for Services (RFPS).

### TERMS AND CONDITIONS OF CONTRACT

Any Contract resulting from this RFPS shall contain UNICEF General Terms and Conditions for Institutional and Corporate Contracts and any other Specific Terms and Conditions detailed in this RFPS.

### INFORMATION

Any request for information regarding this RFPS must be forwarded by email to the person who prepared this document, with specific reference to the RFPS number.

The Undersigned, having read the Terms and Conditions of RFPS No. **LRPS-2021-9168409** set out in the attached document, hereby offers to execute the services specified in this document.

Signature: \_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_

Name & Title: \_\_\_\_\_

Company: \_\_\_\_\_

Postal Address: \_\_\_\_\_

Tel No: \_\_\_\_\_

Fax No: \_\_\_\_\_

E-mail Address: \_\_\_\_\_

Currency of Proposal: \_\_\_\_\_

Validity of Proposal: \_\_\_\_\_

Please indicate which of the following Payment Terms are offered by you:

10 Days 3.0% \_\_\_\_\_ 15 Days 2.5% \_\_\_\_\_ 20 Days 2.0% \_\_\_\_\_ 30 Days Net \_\_\_\_\_ Other \_\_\_\_\_

Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
------	---------------------	----------	------	------------	-------

## 10 Réalisation SITAN Guinea Conakry

### TERMES DE RÉFÉRENCE

Réalisation d'une Analyse de la Situation (SitAn) des Enfants et des Adolescents en Guinée

#### 1. CONTEXTE

L'Analyse de la Situation (SitAn) des droits et du bien-être des enfants est un produit phare conçu pour éclairer le dialogue politique, les partenariats et les interventions visant à améliorer la vie des enfants. Il s'agit d'une évaluation et d'une analyse de la situation du pays en ce qui concerne les droits de l'enfant et les questions cruciales affectant leur réalisation. La SitAn est un élément crucial du cadre de suivi des droits de l'enfant et représente un produit programmatique clé de l'UNICEF, qui permet de se concentrer sur les gaps de connaissances liées aux inégalités et aux privations des enfants. En favorisant un large engagement de toutes les parties prenantes, la SitAn est censée alimenter le dialogue politique dans le pays et la promotion de politiques axées sur l'enfant, afin de contribuer de manière importante à accélérer la réalisation des objectifs liés à l'enfance en tenant compte de l'équité.

La SitAn reflète le rôle de l'UNICEF qui consiste à exhorter toutes les instances du Gouvernement et les principales parties prenantes à utiliser la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant (CDE) comme mécanisme d'orientation dans l'élaboration des politiques et des lois afin de :

- <sup>a</sup> Développer un agenda national complet ;
- <sup>a</sup> Mettre en place des organes ou des mécanismes permanents pour promouvoir la coordination, le suivi et l'évaluation des activités dans tous les secteurs du Gouvernement ;
- <sup>a</sup> Veiller à ce que toutes les lois soient pleinement compatibles avec la Convention et, le cas échéant, avec les protocoles facultatifs, en incorporant les dispositions dans le droit interne ou en veillant à ce qu'elles priment en cas de conflit avec la législation nationale ;
- <sup>a</sup> Rendre les enfants visibles dans les processus d'élaboration des politiques du Gouvernement en introduisant des évaluations de l'impact sur les enfants ;
- <sup>a</sup> Analyser les dépenses du Gouvernement pour déterminer la part des fonds publics consacrée aux enfants et s'assurer que ces ressources sont utilisées efficacement ;
- <sup>a</sup> Veiller à ce que des données suffisantes soient collectées et utilisées pour améliorer la situation de tous les enfants du pays ;
- <sup>a</sup> Sensibiliser et diffuser des informations sur la Convention et ses protocoles facultatifs en dispensant une formation à tous ceux qui participent à l'élaboration des politiques gouvernementales et travaillent avec ou pour les enfants ;
- <sup>a</sup> Impliquer la société civile - y compris les enfants eux-mêmes - dans le processus de mise en œuvre et de sensibilisation aux droits de l'enfant.

La SitAn fait partie intégrante des politiques et procédures de programmation de l'UNICEF, et doit être réalisée avant le début de la planification d'un nouveau programme de pays, et avant (ou parallèlement) l'élaboration du Bilan Commun de Pays (Common Country Analysis) et du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (United Nations Sustainable Development Cooperation Framework).

##### 1.1. Contexte national de la SitAn

En Guinée, une Analyse de Situation des Enfants en Guinée a été réalisée en début 2015 par UNICEF Pays-Bas, UNICEF Belgique et UNICEF Suède dans le cadre du projet #Une meilleure information pour des solutions et une protection durables", qui est soutenu financièrement par le Fonds pour le Retour de la Commission Européenne. Cette SitAn de 2015 révèle que la Guinée est un pays frappé par la pauvreté, qui s'explique surtout par la mal gouvernance et touche particulièrement près de 60% de la population infantile. Cette sous-population était estimée en 2013 à 5.746.000 pour une population globale de 11.745.000. La qualité de l'enregistrement des naissances n'était pas satisfaisante, et le nombre d'enfants de

Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
------	---------------------	----------	------	------------	-------

moins de 18 ans non enregistrés était estimé en 2014 à 2.489.000 et celui des enfants sans acte de naissance à 3.459.000. Selon cette SitAn de 2015, il n'y avait pas de progrès dans certains domaines essentiels pour la survie et l'épanouissement des enfants, en particulier dans les zones rurales. Ainsi, les taux de mortalité infantile et de malnutrition infantile en Guinée restaient plus élevés que les taux moyens constatés pour l'Afrique subsaharienne. Il y avait aussi une persistance de la fécondité précoce. La loi guinéenne punit les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF/E), les mariages forcés et précoces ainsi que les violences domestiques. Cependant, ces pratiques existent dans toutes les régions, et l'efficacité des mesures de prévention et de répression de ces pratiques était très faible. Selon cette SitAn de 2015, les écoles de la Guinée étaient plutôt pauvres et le système d'éducation était aux prises avec d'énormes inégalités sociales. La part du budget national consacrée à l'éducation en 2014 était de 11,67%. Et il y avait des inégalités d'accès à l'éducation entre le milieu rural et le milieu urbain. En 2014, la Guinée a été frappée par une flambée de maladie à virus Ebola qui a été favorisée par divers facteurs culturels, historiques, géographiques et infrastructurels. Ceci a provoqué une crise humanitaire, sociale, économique et sécuritaire qui a perduré jusqu'en 2016.

Une seconde Analyse de Situation des Enfants en Guinée a été faite en fin 2016 par UNICEF Guinée, dans le cadre de la préparation de son nouveau programme de pays 2018-2022. Cette SitAn 2016 dégage les mêmes conclusions que la précédente. Elle révèle d'abord qu'environ 60% des enfants vivent dans des ménages pauvres. Ensuite elle met en exergue les impacts de l'épidémie de la maladie à virus Ebola en termes notamment de baisse significative de l'utilisation par les populations des services sociaux de base, de contraction de l'offre de services sociaux, d'appauvrissement de la population et d'accentuation de la vulnérabilité des enfants et des femmes affectés et/ou infectés par l'épidémie. Enfin, elle fait le point sur certains indicateurs sociodémographiques clés, montrant que : (i) la mortalité des enfants reste élevée, avec un enfant sur huit qui n'atteint pas l'âge de 5 ans ; (ii) seulement 37% des enfants de 12-23 mois bénéficient d'une couverture vaccinale complète ; (iii) la malnutrition aiguë touche 8% des enfants de moins de 5 ans ; (iv) en 2014, 821.000 enfants de moins de 5 ans n'étaient pas enregistrés à l'état civil et 1.141.000 n'avaient pas d'acte de naissance ; et (v) 73,4% des ménages étaient privés d'eau potable contre 66,6% qui n'utilisaient pas de toilettes améliorées. La mise à jour de la SitAn 2016 à la suite de la production de l'EDS 2018 conforte cette situation peu reluisante, conduisant aux mêmes conclusions sur la situation des enfants et des adolescents en Guinée.

Entre 2018 et 2020, la situation ne s'est quasiment pas améliorée, bien au contraire. Par exemple, seul un quart des enfants a été complètement vacciné, et plus d'un cinquième des enfants n'ont reçu aucun vaccin. Au niveau national, 75% des enfants de moins de 659 mois et 46% des femmes sont anémiés. La surveillance des maladies à potentiel épidémique montre que la poliomyélite et la fièvre jaune continuent de sévir sous forme de quelques flambées épidémiques. Les résultats d'apprentissage des enfants ne sont pas du tout satisfaisants : en 2019, 55,3% des élèves en fin de scolarité ne manifestent pas les compétences suffisantes de lecture ; et 67,6% de ces élèves connaissent de très grandes difficultés en mathématiques pouvant les exposer au décrochage scolaire. Dans l'ensemble, 30% des 2.059.433 enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance (malnutrition chronique) dont 13% sous la forme sévère. En nombre absolu, cela correspond à plus de 700.000 enfants touchés. La survenue de la Covid-19 en mars 2020 dans le pays a empiré la situation des enfants. La croissance du PIB - qui était de 6,2% en 2019 - est attendue à 1,4% en 2020 dans le meilleur des cas, voire même -1,8%. Le pouvoir d'achat des ménages guinéens qui était déjà faible en 2018, s'est davantage rétréci en 2020 du fait de la Covid-19. Les mesures de confinement partiel et les restrictions des déplacements décrétés par le Gouvernement dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire à partir de fin mars 2020 à la suite de la Covid19 ont contribué à la détérioration du tissu économique et des conditions de vie des ménages qui, dans de nombreux cas, se sont retrouvés privés de ressources. En 2020, on peut présumer une hausse du taux de pauvreté, qui semblait pourtant avoir baissé entre 2012 et 2019 - respectivement de 55% à 41,8%. La récession et la pauvreté induites par la Covid-19 ont affecté de manière disproportionnée ceux qui étaient déjà les plus vulnérables : les pauvres, les femmes mais surtout les enfants. Et en fin janvier 2021, la Guinée connaît une résurgence d'Ebola en pleine pandémie de Covid-19. Compte tenu des résultats des analyses de la situation de 2015 et 2016, ainsi que des recommandations formulées par la CDE Convention relative aux droits de l'enfant. et la CIDPH Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées. , et après avoir mené des consultations approfondies avec toutes les parties prenantes concernées, y compris les enfants, l'UNICEF et le Gouvernement de la Guinée ont convenu d'adopter un Document de Programme de Pays (CPD) 2018-2022 qui s'articule autour d'une série d'interventions complémentaires articulées autour de 5 Composantes Programmatiques interreliées :

Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
------	---------------------	----------	------	------------	-------

- <sup>a</sup> La composante programmatique pour la survie et le développement de l'enfant Avec ses sous-composantes relatives à la nutrition, à la santé et au VIH, et au secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). ;
- <sup>a</sup> La composante programmatique d'éducation de base ;
- <sup>a</sup> La composante programmatique de protection de l'enfant ; <sup>a</sup> La composante programmatique d'inclusion sociale ; <sup>a</sup> La composante relative à l'efficacité du programme.

## 1.2. Contexte stratégique de la SitAn

Le Président de la République de Guinée a entamé son nouveau mandat en novembre 2020 et a mis en place son nouveau gouvernement en janvier 2021. En mars 2021, Les autorités guinéennes ont décidé d'élaborer un second Plan National de Développement

Économique et Social (PNDES II) pour la période 2021-2025. La note conceptuelle de l'élaboration du PNDES II, prévoit sept étapes non forcément séquentielles, à savoir : (i) le lancement du processus ; (ii) les concertations ; (iii) les activités de communication ; (iv) l'analyse de la situation de référence ; (v) les travaux de cadrage (cadrage des stratégies et des résultats, cadrage macro-budgétaire et programmatique) ; (vi) la rédaction du document de PNDES et (vii) sa validation.

L'UNDAF actuel couvre la période 2018-2022, à l'instar du Programme de Pays des Agences telles que l'UNICEF. Le nouveau Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF) - tout comme le nouveau Programme de Pays de l'UNICEF- sera pour une période de 5 ans (2023-2027). La SitAn a vocation à rester pertinente tout le long de ce nouveau Programme de Pays. L'année 2021 est donc une année de planification stratégique aussi bien pour le gouvernement guinéen que pour les Nations Unies.

La SitAn est un des premiers éléments dans ce processus et servira de référence pour les réflexions stratégiques qui suivront. En effet, à l'approche du nouveau cycle de Programme de Pays, il est de plus en plus nécessaire d'actualiser l'analyse et de fournir à l'UNICEF et à ses partenaires de nouvelles données et évidences solides sur la situation des enfants et des adolescents dans le pays, en particulier les plus vulnérables mais aussi apprécier les évidences disponibles sur les effets de la Covid-19 sur eux, afin d'éclairer les décisions relatives au programme et d'orienter les efforts de plaidoyer politique et de développement de partenariats, ainsi que de suivre les progrès dans la mise en œuvre des droits de l'enfant.

Avant comme pendant la Covid-19, l'UNICEF, ses partenaires et d'autres parties prenantes ont mené un certain nombre de recherches, d'études et d'évaluations importantes qui ont fourni de nouvelles évidences pouvant être utilisées pour renforcer et élargir les données/informations sur la situation des enfants et des adolescents dans le pays. Ainsi, en accompagnement à ce rapport, et dans un exercice à part, l'UNICEF va procéder à une analyse complète des données disponibles dans le pays et produire un tableau sommaire des indicateurs quantitatifs disponibles, alignés avec les Objectifs de Développement Durable, sur laquelle la présente mission pourra se baser entre autres sources de données disponibles.

Compte tenu de ce qui précède, l'UNICEF Guinée recherche les services d'une institution/cabinet international pour élaborer le rapport SitAn en utilisant les éléments disponibles, tout en tenant compte des Objectifs de Développement Durable (ODD), du Plan Stratégique 2018-2021 de l'UNICEF, du plan d'action de l'UNICEF pour l'égalité des sexes 2018-2021, et des principales priorités nationales et mondiales.

## 2. BUT, OBJECTIFS ET PORTEE DE L'ANALYSE

Le but de cette mission est de réaliser une analyse de la situation des enfants et des adolescents, basée sur les droits humains et axée sur l'équité en ce qui concerne la réalisation des droits des enfants et des adolescents.

L'analyse doit examiner les progrès, les défis et les opportunités pour la réalisation des droits et du bien-être des enfants, ainsi que les schémas de privation auxquels les enfants et les adolescents sont confrontés. L'analyse doit être objective et vérifiable, et devrait pouvoir être utilisée par tous les partenaires et parties prenantes du pays pour relever les principaux défis qui empêchent les enfants et les adolescents, en particulier les plus défavorisés, de jouir de leurs droits garantis par la CDE et d'autres obligations internationales du pays.

Le rapport d'analyse de la situation doit mettre en évidence les priorités stratégiques de la Guinée pour réduire les disparités et remédier aux vulnérabilités, et ainsi contribuer à influencer davantage le programme national de développement, et à accélérer la réalisation des objectifs de développement nationaux et internationaux concernant les enfants et les adolescents, y compris les ODD. Cette analyse devrait examiner de manière critique les progrès réalisés par les politiques et les programmes pour assurer une couverture à l'échelle de tous les groupes vulnérables, l'adéquation de la mise en œuvre des politiques, notamment en termes de budget, et les ressources nécessaires pour ne laisser aucun enfant de côté.

Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
------	---------------------	----------	------	------------	-------

La SitAn devrait présenter des preuves solides et mettre en évidence les possibilités de développement socialement inclusif. Elle devrait examiner les obstacles à la réalisation des droits de l'enfant, ainsi que les rôles interdépendants des institutions responsables. Elle devrait mettre en évidence les inégalités entre les groupes, en fonction des caractéristiques socio-économiques, des disparités urbaines/rurales et intraurbaines, du genre, de la localisation géographique et d'autres dimensions. La SitAn devrait accorder une attention particulière à l'examen des données désagrégées et à la décomposition des moyennes nationales et/ou infranationales. Outre l'analyse des causes des inégalités, elle devrait également présenter des recommandations contextualisées sur ce qui pourrait être fait par les principales parties prenantes pour atteindre/maintenir un développement social inclusif qui garantisse une inclusion et une participation égales de tous les groupes d'enfants et d'adolescents. La SitAn doit être ancré dans les réalités politiques, économiques et sociales du pays, examiner les progrès accomplis dans la réalisation des ODD, ainsi que les questions régionales et mondiales qui touchent aux droits et au bien-être des enfants. Même si la SitAn doit être centrée sur les questions nationales, elle devrait aussi explorer les questions mondiales et régionales qui ne sont pas prises en compte dans l'agenda national. Plus important encore, en mettant fortement l'accent sur l'équité, la SitAn devrait mettre en exergue la situation des enfants et des adolescents les plus démunis, qui sont invisibles ou qui ne sont pas pris en compte.

## 2.1. Principaux objectifs de la SitAn

Les principaux objectifs de la SitAn en Guinée basée sur les droits et axé sur l'équité sont les suivants :

- <sup>a</sup> Fournir à l'UNICEF, au Gouvernement de la Guinée et à ses partenaires une analyse complète, sensible à l'équité et factuelle de la situation des enfants et des adolescents de la Guinée, à utiliser pour la prise de décision basée sur les résultats et la planification d'interventions visant à résoudre les problèmes les plus urgents affectant les enfants de la Guinée ;
- <sup>a</sup> Acquérir une compréhension approfondie de la situation des enfants et des adolescents -y compris des groupes de jeunes en situation de vulnérabilité particulière - en analysant les politiques et les stratégies, les tendances sociales et économiques qui les touchent (données désagrégées par âge, sexe, zones urbaines/rurales, statut socio-économique et autres facteurs pertinents) ;
- <sup>a</sup> Identifier et analyser les obstacles et les goulots d'étranglement qui empêchent les enfants, en particulier les plus défavorisés, de bénéficier des services sociaux dans tous les secteurs et de jouir pleinement de leurs droits ;
- <sup>a</sup> Fournir aux partenaires non gouvernementaux (ONG, organisations communautaires, société civile, médias et secteur privé) des informations essentielles afin qu'ils les utilisent dans leur planification et leurs interventions pour adresser les problèmes les plus urgents touchant les enfants et les adolescents et contribuer à la (re)formulation des principales stratégies nationales, afin que les priorités des enfants et des adolescents les plus défavorisés soient intégrées dans l'agenda national de développement socio-économique ;
- <sup>a</sup> Identifier les lacunes critiques en matière de données et proposer des actions pertinentes à mettre en œuvre par le Bureau de Pays au courant du nouveau cycle pour contribuer à la production d'évidences probantes susceptibles d'améliorer le suivi des droits des enfants et des adolescents, en particulier des groupes les plus vulnérables ;
- <sup>a</sup> Évaluer la présence actuelle ou potentielle de situations d'urgence (risques de catastrophes et autres chocs potentiels), la probabilité de leur survenance, les vulnérabilités sous-jacentes et les capacités et mécanismes d'adaptation et de résilience des familles, des communautés et des institutions locales et nationales ;
- <sup>a</sup> Analyser dans quelle mesure il existe un environnement favorable à la réalisation des droits de tous les enfants et adolescents, et analyser comment les interventions et services nécessaires pour remédier aux privations sont priorisés dans les politiques, les lois, les stratégies, les plans et les budgets nationaux ;
- <sup>a</sup> Identifier les domaines de préoccupation nouveaux ou émergents concernant les enfants et les adolescents, tels que les questions environnementales qui les touchent, les problèmes de santé mentale, etc. ;
- <sup>a</sup> Analyser le rôle/l'impact du secteur privé sur le respect des droits des enfants et des adolescents ainsi que sur la gestion des finances publiques.

L'analyse de la situation est destinée à un public plus large, comprenant entre autres les organismes gouvernementaux, tous les partenaires au développement - y compris l'UNICEF, la société civile, les médiateurs, les enfants et les adolescents, les universités, les acteurs du secteur privé, et les médias. Le processus d'élaboration de l'analyse de la situation prévoit donc un engagement avec le Gouvernement et les principales parties prenantes, y compris les enfants et les jeunes. Il permet de promouvoir un dialogue significatif sur les questions relatives aux enfants et aux adolescents entre les principaux acteurs des droits de l'enfant.

Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
------	---------------------	----------	------	------------	-------

## 2.2. Lacunes dans les données

La SitAn doit également permettre d'identifier les lacunes critiques en matière de données et contribuer à la production d'évidences susceptibles d'améliorer le suivi des droits de l'enfant, en particulier des groupes les plus vulnérables. L'insuffisance des données au niveau national - et notamment le manque d'informations sur certains groupes d'enfants - sont des problèmes particulièrement critiques en Guinée. Bien qu'il ne soit pas du ressort de l'analyse de situation de rendre compte de ces lacunes, l'analyse devrait indiquer où se trouvent ces lacunes de données et si elles sont concentrées sur des groupes particuliers. Cela pourrait créer des opportunités de dialogue avec les partenaires au cours du processus de développement de l'analyse.

## 3. CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIE

### 3.1. Cadre conceptuel

Le cadre conceptuel général de l'analyse de la situation des enfants et des adolescents en Guinée est l'approche de la programmation fondée sur les droits de l'homme (HRBAP). Elle doit permettre de comprendre les privations et les inégalités existantes et d'établir les liens entre les causes sous-jacentes et les obstacles à la réalisation des droits et du bien-être des enfants. Le cadre conceptuel situe l'analyse dans le contexte du pays et reconnaît clairement les problèmes régionaux et mondiaux qui ont un impact sur la vie des enfants dans le pays. En outre, il explore les raisons de la réalisation inégale des droits de l'enfant et des inégalités en matière de bien-être, ainsi que les possibilités de réaliser des progrès pour tous les enfants, en particulier ceux qui sont laissés pour compte ou ceux qui risquent le plus de le devenir. Pour plus de détails sur le cadre conceptuel et la manière d'analyser les droits de l'enfant dans la nouvelle génération d'analyse de la situation, veuillez consulter le document : UNICEF (2019) : « Lignes directrices de base : nouvelle génération d'analyse de la situation » - pages 14 à 16. .

En plus de l'analyse de causalité qui inclut les principales privations, les causes immédiates, sous-jacentes et structurelles, les 10 déterminants suivants devraient aider à catégoriser les goulots d'étranglement et les obstacles critiques selon le tableau cidessous :

Déterminants des Goulots d'étranglements Description

Normes Sociales Les règles sociales de comportement principalement motivées par la pression sociale

Législation / Politique Pertinence des lois et des politiques aux niveaux national et local

Budget / Dépenses Allocation et décaissement des ressources nécessaires aux niveaux national et local

Management/Coordination Rôles et les responsabilités / Coordination / Partenariat

Disponibilité de produits essentiels / Intrants Produits essentiels / intrants nécessaires à la prestation d'un service ou à la promotion de l'adoption d'une pratique

Accès aux services adéquats et à l'information L'accès physique (infrastructure, services, information)

Accès Financier Capacité de payer (services / pratiques), les coûts directs et indirects

Pratiques socio-culturelles et Croyances Croyances et pratiques individuelles qui peuvent être largement partagées, mais ne sont pas principalement motivées par la «pression sociale»

Continuité de l'utilisation Achèvement / continuité dans l'utilisation des services et l'adoption de pratiques

Qualité Le respect des normes de qualité requises (normes nationales ou internationales)

### 3.2. Cadre conceptuel et questions spécifiques

#### CADRE QUESTIONS

Aperçu général du pays (contexte) #

# Quels groupes de population sont concernés par les lois nationales/infranationales, les politiques, y compris les budgets, les conflits et les facteurs économiques, sociaux et environnementaux qui entraînent des inégalités ?

Comment le contexte national élargi contribue-t-il aux droits de l'enfant et au bien-être des jeunes ? Inversement, quels facteurs macroéconomiques exacerbent les inégalités ? Quelles sont les solutions innovantes qui accélèrent le développement inclusif ?

# Comment les institutions - régionales, nationales, sous-nationales, privées, publiques, confessionnelles, communautaires, etc. - s'acquittent-elles systématiquement de leurs obligations en matière de services inclusifs et d'opportunités favorables pour les enfants et les jeunes ?

#### CADRE QUESTIONS



Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
------	---------------------	----------	------	------------	-------

Causes, défis et risques

# Quels facteurs spécifiques ont contribué à la réalisation des droits et du bien-être de l'enfant ? Quelles sont les principales violations des droits de l'enfant dans le pays ?

# Quels sont les principaux facteurs, y compris les risques (l'ordre de priorité est, ici, essentiel), qui empêchent la réalisation des droits de

# l'enfant et leur bien-être ? Quels sont les facteurs clés qui déterminent les inégalités dans la réalisation des droits des enfants et leur bien-être ? Comment les enfants se sentent-ils engagés en tant qu'acteurs dynamiques dans les décisions ?

# Les enfants et les jeunes, en particulier les plus vulnérables, jouissent-ils de leurs droits (disponibilité, accès, utilisation, adéquation et efficacité) à des produits, des services et des opportunités ?

Droits et bien-être de l'enfant

: progrès et Inégalités #

# Quels progrès ont été accomplis dans la réalisation des droits et du bien-être des enfants dans les différents groupes d'âge concernés, comme les nouveau-nés, les enfants de moins de 5 ans, les jeunes enfants, les enfants plus âgés et les adolescents, tels que définis dans le contexte national, dans la littérature et dans les données factuelles ?

Les progrès ont-ils été inégaux ? Quelle est l'ampleur ou l'importance des privations auxquelles sont confrontés les groupes marginalisés, tels que les filles et les femmes, les personnes vivant dans la pauvreté, les enfants en situation de handicap, les enfants issus des minorités et les enfants réfugiés, entre autres ? Qui sont les groupes laissés pour compte, où et pourquoi ? Qui, parmi les enfants laissés pour compte, sont confrontés à des privations et à des désavantages graves et/ou croisés, ou à des formes multiples de discrimination qui les rendent susceptibles d'être les plus en retard ? Dans quelle mesure les enfants sont-ils résistants aux chocs et aux facteurs de stress ?

# Quels sont les problèmes mondiaux et régionaux qui ont un impact sur les droits et le bien-être des enfants ?

Des progrès ont-ils été réalisés dans la mise en œuvre des observations finales des rapports périodiques de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et des instruments connexes relatifs aux droits

Enjeux de l'Homme ? Comment les problèmes, les enjeux et les mondiaux et opportunités transfrontaliers (migrations, trafic, numérisation, etc.) régionaux sont-ils abordés/gérés à l'échelle ?

# Comment la réalisation des droits et du bien-être de l'enfant

contribue-t-elle à la réalisation des ODD dans le pays et à la résolution des problèmes émergents ?

### 3.3. Méthodologie

Le cabinet s'appuiera principalement sur l'analyse de données secondaires. Une collecte limitée de données primaires - essentiellement qualitatives - auprès des principaux responsables des droits de l'enfant et d'autres informateurs clés pourrait avoir lieu. Ainsi, la méthodologie consistera notamment en :

<sup>a</sup> une revue documentaire des données et éléments probants disponibles au niveau national et international sur les sujets sélectionnés, et publiés dans des études, des recherches, des évaluations et des rapports d'enquête ;

<sup>a</sup> une revue documentaire des données, des rapports et des analyses des Programmes générés par l'UNICEF, y compris les études, les recherches et les évaluations ;

<sup>a</sup> une revue documentaire et une analyse comparative de la législation disponible, et des documents sur la politique sociale, les stratégies gouvernementales, les allocations budgétaires et les analyses des dépenses publiques ;

<sup>a</sup> des notes de synthèse sur des sujets spécifiques pour lesquels l'UNICEF et d'autres acteurs travaillant avec et pour les enfants n'ont pas ou ont peu de connaissances pour une analyse de situation complète (par exemple l'analyse des disparités entre les sexes, les questions environnementales/climatiques affectant les enfants, les questions de santé mentale, la migration, etc.)

<sup>a</sup> des entretiens et des groupes de discussions dirigés avec des informateurs clés, y compris ceux qui élaborent et mettent en œuvre les politiques publiques, ainsi que les enfants et les adolescents.

L'analyse doit tenir pleinement compte et articuler les disparités liées au sexe, au revenu et à la situation géographique (perspectives nationales/régionales). L'analyse doit porter sur l'ensemble des droits de l'enfant et identifier les domaines dans lesquels il existe des privations.

L'analyse devrait également adopter l'approche par cycle de vie avec une désagrégation par tranches d'âges (moins de 5 ans, 5-11 ans, 12 -18 ans) pour mettre en évidence les vulnérabilités spécifiques à chaque groupe

Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
------	---------------------	----------	------	------------	-------

d'âge. Au-delà, elle permet d'offrir des paquets de services adaptés à la phase critique de la conception et de la petite enfance, à la période de vulnérabilité de l'enfance et à celle de l'adolescence, souvent très critique et parfois insuffisamment analysée et intégrée dans les réponses pour les enfants et la transition à l'âge adulte.

La méthodologie de collecte et d'analyse des données et le processus de documentation doivent permettre la mise à jour périodique de l'analyse de la situation.

Le cabinet devra proposer une méthodologie plus précise et détaillée lors de la phase de démarrage de la mission. Les lignes directrices de l'UNICEF sur la conduite de la nouvelle génération d'analyse de la situation serviront de référence à cet effet.

### 3.4. Étapes de l'analyse de la situation

Dans le cadre de la mission, le cabinet/les consultants doivent s'engager à établir des partenariats avec tous les acteurs concernés qui peuvent contribuer à l'élaboration de la SitAn. Ce processus sera soutenu par le Bureau de Pays de l'UNICEF en Guinée.

#### 1. Phase de démarrage

- <sup>a</sup> Revue documentaire préliminaire pour évaluer la disponibilité des données/informations ;
- <sup>a</sup> Développement du cadre conceptuel final de la SitAn et des outils spécifiques pour la collecte des données ;
- <sup>a</sup> Préparation et présentation du cadre conceptuel et des outils à l'UNICEF et cartographie des principales parties prenantes afin de faciliter une compréhension commune approfondie du cadre ; <sup>a</sup> Structure d'analyse des données et du rapport final y compris la table des matières
- <sup>a</sup> Préparation et présentation du rapport de démarrage, incluant les versions finalisées du cadre conceptuel et de la méthodologie.

#### 2. Collecte et analyse des données

- <sup>a</sup> Collecte de données et revue documentaire approfondie des évidences/informations disponibles sur la situation des enfants et des adolescents. Cela comprend les données/documentation sur les groupes d'enfants les plus défavorisés et les plus démunis ainsi que les groupes d'enfants classés pour l'approche par cycle de vie (< 5 ans, 5-11 ans 12-18 ans). Les documents de stratégies et de planification nationales, les politiques et budgets, les données et informations pertinentes sur les questions climatiques, l'énergie et l'environnement, l'égalité des sexes, la gestion des finances publiques, le rôle du secteur des entreprises, et sur la participation significative des enfants et des adolescents doivent être collectées et analysées.
- <sup>a</sup> Entretiens et/ou groupes de discussion dirigées avec des informateurs clés.
- <sup>a</sup> Analyse secondaire des données, de la documentation et des informations disponibles.

#### 3. Rapports

Le cabinet/les consultants devront produire les rapports ci-dessous listés, en consultation et en étroite collaboration avec l'équipe de l'UNICEF Guinée. L'équipe de l'UNICEF Guinée sera composée de 3 staffs : la Spécialiste des Rapports (superviseur direct du contrat et des consultants), le Chef Planification, Suivi et Evaluation et la Représentante Adjointe. Cette équipe - appuyée par la Spécialiste des SitAn du Bureau Régional de l'UNICEF - fournira des contributions et des orientations tout au long de la mission.

Les différents livrables attendus sont les suivants :

- <sup>a</sup> Le rapport de démarrage de la SitAn accompagné d'une présentation PowerPoint ; <sup>a</sup> Un rapport préliminaire sur les questions clés, et incluant les trois domaines thématiques ; <sup>a</sup> Deux rapports provisoires :
    - Une analyse de la situation complète (à utiliser par l'UNICEF en interne) ;
    - Un résumé du rapport de la SitAn Le résumé du rapport SitAn représente une Alpha SitAn, conformément aux lignes directrices de base de l'UNICEF sur la nouvelle génération d'analyse de situation. # pour discussion et validation avec le Bureau de l'UNICEF et les principaux partenaires.
  - <sup>a</sup> Deux rapports finals :
    - Un rapport final complet à usage interne;
    - Un résumé de 40 pages de la SitAn destiné à être utilisé comme publication officielle pour une large diffusion publique. Ce résumé devrait inclure une synthèse du rapport de 5 pages maximum.
  - <sup>a</sup> Une présentation PowerPoint synthétisant les informations clés pour guider les discussions stratégiques dans le cadre de l'élaboration du nouveau programme de coopération
- L'utilisation de visuels appropriés (illustrations, graphiques, photos, schémas, etc.) est requise dans tous les rapports.

Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
------	---------------------	----------	------	------------	-------

### 3.5. Considérations éthiques

Le cabinet/les consultants sont tenus d'identifier clairement tout problème éthique potentiel, ainsi que les processus de revue éthique et de contrôle du processus de recherche/collecte de données dans leur proposition. La procédure de l'UNICEF pour les normes éthiques en matière de recherche, d'évaluation, de collecte et d'analyse des données peut être consultée à l'adresse suivante :

[https://www.unicef.org/supply/files/ATTACHMENT\\_IVUNICEF\\_Procedure\\_for\\_Ethical\\_Standards.PDF](https://www.unicef.org/supply/files/ATTACHMENT_IVUNICEF_Procedure_for_Ethical_Standards.PDF)

Cette procédure doit être appliquée systématiquement et de manière cohérente tout au long de la mission. La procédure contient les normes minimales et les procédures requises pour la recherche, l'évaluation et la collecte et l'analyse de données entreprises ou commandées par l'UNICEF (y compris les activités entreprises par des contractants individuels et institutionnels, ainsi que les partenaires) impliquant des sujets humains ou l'analyse de données secondaires sensibles.

### 4. PRINCIPAUX LIVRABLES ET CALENDRIER

Les travaux devraient être réalisés dans un délai de 4 mois environ, entre le 15 juillet 2021 et le 15 novembre 2021, avec la distribution indicative suivante :

- <sup>a</sup> Phase de démarrage : un mois ;
- <sup>a</sup> Phase de collecte des données : un mois et demi ;
- <sup>a</sup> Phase d'analyse et de rapportage, y compris la présentation et la validation : un mois et demi.

Le cabinet/l'équipe de consultants doit produire et soumettre les 8 livrables suivants/

- i. Le rapport de démarrage de la SitAn, détaillant la méthodologie, les sources de données, les défis attendus et les solutions proposées. Ce rapport sera accompagné d'une présentation

PowerPoint pour l'équipe de pays, et doit s'appuyer sur des discussions et des conversations solides et constructives avec l'équipe de l'UNICEF.

- ii. Le rapport préliminaire sur les principaux résultats et conclusions : jusqu'à 30 pages en MS Word et PDF.
- iii. Une présentation PowerPoint pour la validation des résultats.
- iv. La version provisoire du rapport complet de la SitAn - pour l'usage interne de l'UNICEF : jusqu'à 150 pages en MS Word et PDF.
- v. La version provisoire du résumé du rapport de la SitAn (Alpha SitAn) : 40 pages en MS Word et PDF.
- vi. Les rapports finalisés de la SitAn (complet et résumé) en MS Word et PDF.
- vii. Une présentation PowerPoint synthétisant les informations clés (principaux résultats et conclusions) pour guider les discussions stratégiques dans le cadre de l'élaboration du nouveau programme de coopération
- viii. Une présentation PowerPoint « Child-friendly » de la SitAn adaptée pour une utilisation pour les enfants, par les enfants et avec les enfants et les jeunes (Gouvernement des enfants dans les écoles, Parlement des Enfants, jeunes reporters).

Les commentaires, contributions et feedbacks sur les versions provisoires des rapports qui seront transmis par l'UNICEF et d'autres parties prenantes au cabinet/aux consultants doivent être pris en compte dans le processus de finalisation des documents. Toutes les soumissions doivent être électroniques. Tous les documents soumis à l'UNICEF par le cabinet/les consultants doivent être rédigés en français.

Conformément aux lignes directrices de base de l'UNICEF sur la nouvelle génération d'analyse de la situation, le rapport devra suivre le plan de rédaction ci-dessous.

#### TITRE CONTENU

##### 1. RESUME

- Remerciements
- Analyses des déterminants structurels et conclusions

##### 2. INTRODUCTION

- Les objectifs primaires et secondaires de l'analyse doivent être clairement expliqués
- La méthodologie, les limites et contraintes et les questions éthiques : fournit des informations sur le processus
- Préciser les audiences cibles du rapport, c'est-à-dire qui sont ceux qui utiliseront l'analyse et comment ils en tireront profit, ainsi que la stratégie de diffusion et de promotion des résultats de la SitAn

##### 3. APERÇU GENERAL DU PAYS

###### 3.1 Profil

- démographique - Montre les caractéristiques de la population du pays

Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
-	fournit des informations sur les tendances démographiques, avec un accent particulier sur les enfants et les jeunes				
-	fournit une analyse d'impact des enfants et des jeunes				
-	donne un aperçu de l'urbanisation et des caractéristiques des populations urbaines et rurales.				
3.2 Économie politique et gouvernance	- décrit le contexte de la répartition du pouvoir et des ressources				
-	décrit la structure de gouvernance et les niveaux de décentralisation ainsi que leur impact sur le bien-être des enfants				
-	décrit les principales tendances politiques et économiques : croissance économique, structure de l'économie formelle et informelle				
-	décrit les populations exclues/marginalisées				
-	indique comment l'inclusion des populations vulnérables peut être étendue et portée à l'échelle				
3.3 Pauvreté	- fournit une analyse de la pauvreté et un profil de la pauvreté				
-	met en exergue la proportion d'enfants vivant dans la pauvreté monétaire et multidimensionnelle				
-	présente la proportion de ménages pauvres				

#### TITRE CONTENU

- présente une analyse de la pauvreté et de son niveau chez l'enfant, et évalue les tendances en matière de réduction de la pauvreté et analyse les inégalités
- présente à la fois la pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle
- indique clairement quels groupes d'enfants souffrent de manière disproportionnée de la pauvreté et connaissent des privations

risque

- 3.3 Profil de humanitaire - décrit les risques et les facteurs de crise humanitaire, des catastrophes, de l'urbanisation anarchique, des conditions météorologiques extrêmes, des situations d'urgence et des crises prolongées au niveau national et local
- décrit les stratégies d'atténuation de ces risques
- fournit une analyse des capacités et du niveau de préparation des différents niveaux de gouvernement et des autres parties prenantes
- inclut une description des risques de nature transnationale
- fournit une analyse de la manière dont les risques identifiés peuvent avoir un impact sur les enfants et les jeunes, les familles et les communautés

- 3.4 Profil de genre - fournit une analyse des résultats inégaux pour les filles et les garçons
- montre les obstacles liés au genre et les causes qui les sous-tendent
- inclut une analyse qualitative des causes immédiates, sous-jacentes et structurelles
- inclut une revue de la demande et de l'offre de services, de l'environnement socioculturel, des cadres législatifs et politiques.

Les données doivent être désagrégées autant que possible.

#### 4. L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LES DROITS DE L'ENFANT

##### 4.1 Législation et

- Politique - description et analyse du cadre juridique qui sous-tend la réalisation des droits de l'enfant
- qui est affecté par les lois, les politiques et les stratégies nationales et infranationales
- évaluation des institutions et de leur capacité à remplir leurs obligations en matière de réalisation des droits de l'enfant.

- 4.2 Finances publiques - fournit une analyse du contexte de financement des politiques et des questions relatives à l'enfance
- présente les allocations budgétaires nationales et les dépenses pour les services sociaux indispensables pour le bien-être des enfants
- donne un aperçu de la façon dont les finances contribuent à la mise en œuvre des droits de l'enfant.

- 4.3 Facteurs d'inégalités - présente une analyse de causalité des facteurs d'inégalités qui affectent les enfants et les jeunes dans le pays

Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- met l'accent sur les groupes d'enfants vulnérables</li> <li>- fournit une analyse des inégalités entre les groupes d'âge</li> </ul>				
4.5	Parties prenantes - fait une cartographie des principaux acteurs des droits de l'enfant au sens large dans le pays				
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- met en évidence les systèmes et les mécanismes permettant d'engager les enfants et les jeunes de manière significative</li> <li>- Inclut une analyse du secteur privé et des entreprises, des institutions financières multilatérales et des organismes régionaux</li> </ul>				
4.6	Entreprises/secteur des affaires - évalue l'impact direct et indirect des entreprises sur les enfants et les familles				
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- examine le rôle du secteur privé en tant que partie prenante dans l'offre de solutions et la prise de décision dans le pays</li> <li>- analyse le monde des affaires du point de vue des droits de l'enfant en mettant l'accent sur les valeurs de la prise en charge, les contributions potentielles et pratiques pour faire progresser l'inclusion sociale et accroître les résultats pour les enfants et les jeunes.</li> </ul>				
TITRE CONTENU					
4.7	Évaluation des produits/services essentiels, des marchés et de la chaîne d'approvisionnement - fournit une évaluation des produits et services essentiels				
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- identifie les problèmes les plus critiques qui facilitent ou entravent l'accès aux produits et services</li> <li>- évaluer la disponibilité, l'accessibilité financière et physique/géographique des produits et services essentiels et innovants, ainsi que leur coût, la rapidité et la qualité de la prestation</li> <li>- inclut les atouts potentiels des marchés locaux, y compris leur capacité potentielle de mettre à l'échelle de nouveaux produits/services</li> <li>- évalue les capacités des secteurs public et privé à produire et à fournir des biens et des services et les partenariats potentiels pour la réalisation des droits de l'enfant par l'approvisionnement.</li> </ul>				
4.8	Connaissances, attitudes et pratiques - l'analyse des connaissances, attitudes et pratiques empêchant la réalisation des droits de l'enfant				
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'évaluation des normes sociales et des comportements individuels, ainsi que des obstacles qu'ils créent pour la réalisation des droits des enfants.</li> <li>- La communication des risques et l'engagement communautaire ciblant la réalisation des droits des enfants.</li> <li>- La retro information et les feedbacks de la communauté pour la réalisation des droits des enfants dans un contexte de crise.</li> </ul>				
5.	LES DROITS DES ENFANTS (DIMENSIONS ANALYSEES)				
5.1	Droit à la santé et au bien-être a. Droit à la santé et aux services de santé				
	b. Droit à la vie, à la survie et au développement Droit à la sécurité sociale				
	c.				
	d. Droits des enfants handicapés				
5.2	Droit à l'éducation, aux loisirs et aux activités culturelles a. Droit à l'éducation				
	b. Droit aux loisirs, au jeu et à la participation à des activités culturelles				
	c. et artistiques Droits des enfants handicapés				
5.3	Droit à la protection, au milieu familial et aux soins alternatifs				
	a. Administration de la justice pour mineurs ; Réadaptation et réinsertion des victimes de violence ; Restriction de liberté				
	b. Protection contre toute forme de violence, d'exploitation sexuelle, de toxicomanie, de travail des enfants				

Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
------	---------------------	----------	------	------------	-------

c. Séparation des parents ; adoption ; enfants privés de leur milieu familial ; examen périodique du placement et du traitement ; orientation parentale ; responsabilités et assistance de l'État  
d. Protection des enfants appartenant à une minorité et des enfants handicapés  
e. Enfants réfugiés, Regroupement familial, migration irrégulière et non-retour  
f. Droit à un niveau de vie adéquat  
5. Droit à la participation -  
Droits civils et liberté

a. Droit à un nom, à une nationalité, à connaître ses parents et à être pris en charge par eux  
b. Liberté d'association et de réunion pacifique  
c. Liberté d'expression, liberté de pensée, de conscience et de religion  
d. Préservation de l'identité de l'enfant et protection de la vie privée  
e. Accès des enfants à l'information et rôle des médias

Pour toutes les dimensions :

- analyse des progrès accomplis dans la réalisation des droits dans les différents domaines - identification des principales violations des droits de l'enfant
- application de l'analyse des déterminants
- les données doivent être désagrégées par âge et par sexe
- une attention particulière devrait être accordée aux enfants et aux adolescents vivant dans des circonstances vulnérables

TITRE CONTENU

#### 6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

- donne la priorité aux principaux problèmes et opportunités ayant un impact sur les droits de l'enfant dans le pays
- identifie les lacunes en matière de données et d'évidences
- fournit des recommandations en identifiant les stratégies de changement
- comble les lacunes de connaissances et recommande les recherches et analyses supplémentaires qui sont nécessaires
- fait des recommandations à l'intention de toutes les parties prenantes dans le pays, y compris le Gouvernement et l'UNICEF

#### 5. QUALIFICATIONS DU PERSONNEL DE LA MISSION

Les cabinets soumissionnant doivent de préférence proposer une équipe de deux à trois consultants - dont un expert national. Au minimum, l'équipe de consultants proposée pour cette mission doit démontrer des compétences combinées suivantes :

**Background** Institution/cabinet réputé ayant une expérience avérée en matière de politiques publiques, de politiques sociales, d'analyse des politiques, de finances publiques et de droits de l'enfant/de l'homme

**Education** Diplôme d'études supérieures en sciences sociales, en développement international ou dans un domaine connexe pertinent pour la mission  
et

**Expertise compétences** - Solides compétences analytiques - références à des travaux antérieurs ou collaboration passée avec des institutions

- Excellente connaissance des statistiques, des systèmes de services sociaux, de l'agenda de développement
- Une expérience antérieure avec l'UNICEF est un atout
- Au moins 5 ans d'expérience pertinente dans l'élaboration de rapports analytiques et de documents de politiques relatifs aux enfants et aux adolescents
- Expérience avérée dans l'analyse de données quantitatives et qualitatives, l'analyse politique (et financière) (y compris l'expérience dans l'utilisation systématique de données désagrégées par âge et par sexe et de données sensibles au genre) et la préparation de rapports
- Connaissance de l'approche de programmation basée sur les droits humains

Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
------	---------------------	----------	------	------------	-------

- Expérience dans la facilitation de consultations avec des représentants du Gouvernement, des ONG, des universités, des enfants, des adolescents et d'autres parties prenantes
- Maîtrise parfaite du français parlé et écrit pour tous les membres de l'équipe - Excellentes compétences rédactionnelles

#### 6. PAIEMENTS

Les paiements seront effectués en cinq tranches alignées sur les livrables de la SitAn, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau : Calendrier des paiements

Rapport de démarrage de la SitAn : Après approbation du rapport de démarrage de la SitAn 20%

Collecte des données : A la fin de la collecte des données et de la présentation du rapport préliminaire sur les principaux résultats et conclusions accompagné de la présentation PowerPoint pour la validation des résultats 20%

Première version du rapport : Après approbation de la version provisoire du rapport complet de la SitAn et de la version provisoire du résumé du rapport de la SitAn 30%

Rapport final : Après approbation des rapports finalisés de la SitAn (complet et résumé) 20%

Présentations PowerPoint de dissémination des résultats : Après approbation de la présentation PowerPoint synthétisant les informations clés et de la présentation PowerPoint « Child-friendly » de la SitAn 10%

#### 7. LOGISTIQUE, RECOURS ET DROITS DE PROPRIETE

Le Bureau de l'UNICEF Guinée se réserve le droit de retenir les paiements si la performance n'est pas satisfaisante, si les livrables sont incomplets ou s'ils ne sont pas livrés à temps. Les indicateurs de performance par rapport auxquels la conclusion satisfaisante du contrat sera évaluée comprennent : la qualité et la ponctualité des soumissions, la réactivité aux feedbacks, la conformité aux lignes directrices de base de l'UNICEF sur la nouvelle génération d'analyse de la situation et aux directives de l'UNICEF sur la publication universitaire externe de janvier 2017.

Le Bureau de l'UNICEF Guinée détiendra tous les droits de propriété, tels que les droits d'auteur, les brevets et les marques déposées sur les questions liées ou dérivées du travail effectué dans le cadre de ce contrat avec Le Bureau de l'UNICEF Guinée. Toutes les informations provenant des rapports produits ne peuvent être partagées avec les médias ou des personnes externes sans l'approbation écrite du Représentant de l'UNICEF Guinée.

#### 8. PROCESSUS D'EVALUATION DES OFFRES

L'évaluation des propositions sera faite sur la base des CV des membres de l'équipe mobilisés pour la mission, de leur disponibilité et des coûts proposés.

- La proposition technique ne doit pas compter plus de 10 pages, avec une police de 12 points et un interligne de 1,5, compte non tenu des annexes. Elle doit aborder les domaines suivants :
- Expérience dans la réalisation de rapports analytiques ou de documents de politiques relatifs aux enfants et aux adolescents, et mention d'au moins une mission similaire menée au cours des 3 dernières années ;
- La compréhension de la mission, la méthodologie proposée, les défis attendus et les solutions proposées, le plan de travail et les limites (avec des alternatives) pour atteindre les résultats attendus dans les TdR ;
- Expérience et qualifications du Consultant principal et du(des) Consultant(s) associé(s) (inclure les CV en annexe) ;
- Description du personnel clé dans le cas de cabinets (inclure les CV en annexe) ; - Toute autre information pertinente pour les TdR.

La proposition financière doit être soumise séparément de la proposition technique, conformément aux directives standard de l'UNICEF en matière de passation de marchés. Elle doit fournir un budget tout compris (honoraires, logistique, etc.) en USD, et une ventilation du budget détaillant la répartition des coûts.

## SPECIAL NOTES

### PROCESSUS DE SOUMISSION DES OFFRES

L'évaluation des propositions sera faite sur la base des CV des membres de l'équipe mobilisés pour la mission, de leur disponibilité et des coûts proposés.

- La proposition technique ne doit pas compter plus de 10 pages, avec une police de 12 points et un interligne de 1,5, compte non tenu des annexes. Elle doit aborder les domaines suivants :

- Expérience dans la réalisation de rapports analytiques ou de documents de politiques relatifs aux enfants et aux adolescents, et mention d'au moins une mission similaire menée au cours des 3 dernières années ;

- La compréhension de la mission, la méthodologie proposée, les défis attendus et les solutions proposées, le plan de travail et les limites (avec des alternatives) pour atteindre les résultats attendus dans les TdR ;

- Expérience et qualifications du Consultant principal et du(des) Consultant(s) associé(s) (inclure les CV en annexe) ;

- Description du personnel clé dans le cas de cabinets (inclure les CV en annexe) ; - Toute autre information pertinente pour les TdR.

La proposition financière doit être soumise séparément de la proposition technique, conformément aux directives standard de l'UNICEF en matière de passation de marchés. Elle doit fournir un budget tout compris (honoraires, logistique, etc.) en USD, et une ventilation du budget détaillant la répartition des coûts.

### AVEC MENTION SUR LES OFFRES

Avec mention LRPS # GUI -2021- 9168409

Réalisation d'une Analyse de la Situation (SitAn) des Enfants et des Adolescents en Guinée

Les offres techniques et financières doivent parvenir uniquement à l'adresse électronique : [supplyguinee@unicef.org](mailto:supplyguinee@unicef.org)



## INSTRUCTION TO PROPOSERS

### 1. MARKING AND RETURNING PROPOSALS

1.1 Proposals shall be submitted in the manner specified earlier in this solicitation document. Detailed submission guidance at paragraphs 1.7, 1.8 and/or 1.9 should then be followed accordingly.

1.2 The Bid Form/Request for Proposal for Services Form must be signed, and submitted together with the Proposal. The Bid Form/Request for Proposal for Services Form should be signed by the duly authorized representative of the submitting company.

1.3 Proposals must be clearly marked with the RFP(S) number and the name of the company submitting the Proposal.

1.4 Proposers should note that Proposals received in the following manner will be invalidated:

- a) with incorrect (as applicable) postal address, email address or fax number;
- b) received after the stipulated closing time and date;
- c) failure to quote in the currency(ies) stated in the RFP(S);
- d) in a different form than prescribed in the RFP(S).

1.5 Technical Proposal: The Technical Proposal should address the criteria and requirements outlined in this RFP(S), paying particular attention to its schedules/Terms of Reference/Statement of Work and its evaluation criteria. It is important to note that UNICEF actively welcomes innovative proposals and original solutions to the stated service/goods need.

**NO PRICE INFORMATION SHOULD BE CONTAINED IN THE TECHNICAL PROPOSAL.**

1.6 Price Proposal: The Price Proposal should be prepared in accordance with the requirements contained in the schedules/Terms of Reference/Statement of Work for this RFP(S).

1.7 Sealed Proposals (as applicable)

1.7.1 See paragraph 1.1 above concerning applicability of this paragraph.

1.7.2 The Proposal must be sent for the attention of unit/team and address as specified in this RFP/RFPS. Proposals not sent in this manner will be disqualified.

1.7.3 They must be clearly marked as follows:

\* Outer sealed envelope:

Name of company

[RFP(S) NO.]

[NAME OF UNIT & UNICEF OFFICE ADDRESS]

\* Inner sealed envelope - Technical Proposal (1 original and 2 copies): Name of company, RFP(S) number - technical proposal

\* Inner sealed envelope - Price Proposal (1 original and 2 copies): Name of company, RFP(S) number - price proposal

No price information should be provided in the Technical Proposal.

Proposals received in any other manner will be invalidated.

1.7.4 In case of any discrepancy between an original and a copy, the original will prevail.

1.7.5 Any delays encountered in the mail delivery will be at the risk of the Proposer.

1.8 Faxed Proposals (as applicable)

1.8.1 See paragraph 1.1 above concerning applicability of this paragraph.

1.8.2 Faxed Proposals must be returned to the ONLY ACCEPTABLE FAX NUMBER for Proposals as specified in this RFP(S) Document. Proposers should note that Proposals received at any other fax number will be invalidated.

No price information should be provided in the Technical Proposal.

1.9 E-mailed Proposals (as applicable)

1.9.1 See paragraph 1.1 above concerning applicability of this paragraph.

1.9.2 All e-mailed Proposals must be submitted to the ONLY ACCEPTABLE E-MAIL ADDRESS as specified in this solicitation document. No other recipient should be "Cc" or "Bcc" in the e-mail submission. Proposals not sent in this manner will be disqualified.

1.9.3 All Proposals submitted by e-mail must be submitted as email attachments. The Technical Proposal and Price Proposal must be sent as separate attachments and clearly indicated as such in the file name (e.g. Company ABC Technical Proposal, Company ABC Price Proposal). Email links (e.g. to documents to be downloaded from cloud based folders) are not acceptable unless otherwise specifically requested. Proposals submitted as a link or through a link will be invalidated.

### 2. OPENING OF PROPOSALS

2.1 Proposals received prior to the stated closing time and date will be kept unopened. UNICEF will open Proposals when the specified time has arrived and no Proposal received thereafter will be considered.

2.2 UNICEF will accept no responsibility for the premature opening of a Proposal which is not properly addressed or identified.

2.3 In cases when a Public Opening is held, the invited proposers, or their authorized representative, may attend the public Proposal opening at the time, date and location specified in the RFP(S) documents.

### 3. UNGM REGISTRATION

3.1 UNICEF is part of the United Nations Global Marketplace(UNGM). Accordingly, all proposers are encouraged to become a UNICEF vendor by creating a vendor profile in the UNGM website: [www.ungm.org](http://www.ungm.org)

### 4. AWARD NOTIFICATION

4.1 UNICEF reserves the right to make a public notification of the outcome on an RFP(S) advising product/service, awarded supplier and total value of award.

## ANNEX A

### GENERAL TERMS AND CONDITIONS

#### GENERAL TERMS AND CONDITIONS OF CONTRACT (Services)

##### Definitions and UNICEF Supply Website

1.1 In these General Terms and Conditions (Services), the following terms have the following meaning:

"Affiliates" means, with respect to the Contractor, any of its corporate affiliates or associates, including parent entities, subsidiaries, and other entities in which it owns a substantial interest.

"Confidential Information" means information or data that is designated as confidential at the time of exchange between the Parties or promptly identified as confidential in writing when furnished in intangible form or disclosed orally, and includes information, the confidential or proprietary nature of which, is or should be reasonably apparent from the inherent nature, quality or characteristics of such information.

"Contract" means the services contract that incorporates these General Terms and Conditions of Contract (Services). It includes contracts for services issued by UNICEF, whether or not they are issued under a long-term arrangement or similar contract.

"Contractor" means the contractor named in the Contract.

"Deliverables" means the work product and other output of the Services required to be delivered by Contractor as part of the Services, as specified in the relevant section of the Contract.

"Disabling Code" means any virus, back door, timer or other limiting routine, instruction or design, or other malicious, illicit or similar unrequested code that may have the consequence (whether by design or unintentionally) of disrupting, disabling, harming, circumventing security controls or otherwise impeding in any manner the normal operation or performance of (i) any software or service or (ii) any UNICEF information system or network.

"End User" means, in the event that the Services or Deliverables involve the use of any information systems, any and all UNICEF employees, consultants and other personnel and any other external users collaborating with UNICEF, in each case, authorized by UNICEF to access and use the Services and/or Deliverables.

"Fee" is defined in Article 3.1.

"Host Government" means a Government with which UNICEF has a programme of development cooperation, and includes a Government of a country in which UNICEF provides humanitarian assistance.

Contractor's "Key Personnel" are: (i) Personnel identified in the proposal as key individuals (as a minimum, partners, managers, senior auditors) to be assigned for participation in the performance of the Contract; (ii) Personnel whose resumes were submitted with the proposal; and (iii) individuals who are designated as key personnel by agreement of the Contractor and UNICEF during negotiations.

"Parties" means the Contractor and UNICEF together and a "Party" means each of the Contractor and UNICEF.

Contractor's "Personnel" means the Contractor's officials, employees, agents, individual sub-contractors and other representatives.

"Security Incident" means, with respect to any information system, service or network used in the delivery of the Services or Deliverables, one or more events that (a) indicates that the security of such information system, service, or network may have been breached or compromised and (b) that such breach or compromise could very likely compromise the security of UNICEF's Confidential Information or weaken or impair UNICEF's operations. Security Incident includes any actual, threatened or reasonably suspected unauthorized access to, disclosure of, use of or acquisition of UNICEF Data that compromises the security, confidentiality, or integrity of the UNICEF Data, or the ability of UNICEF or End Users to access the UNICEF Data.

"Services" means the services specified in the relevant section of the Contract.

"UNICEF Data" means any and all information or data in digital form or processed or held in digital form that (a) are provided to the Contractor by, or on behalf of, UNICEF and/or End Users under the Contract or through UNICEF's and/or End Users' use of the Services or in connection with the Services, or (b) are collected by the Contractor in the performance of the Contract.

"UNICEF Supply Website" means UNICEF's public access webpage available at [http://www.unicef.org/supply/index\\_procurement\\_policies.html](http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html), as may be updated from time to time.

1.2 These General Terms and Conditions of Contract, UNICEF's Policy Prohibiting and Combatting Fraud

and Corruption, the UNICEF's Policy on Conduct Promoting the Protection and Safeguarding of Children, the UN Supplier Code of Conduct and UNICEF's Information Disclosure Policy referred to in the Contract, as well as other policies applicable to the Contractor, are publicly available on the UNICEF Supply Website. The Contractor represents that it has reviewed all such policies as of the effective date of the Contract.

#### 2. Provision of Services and Deliverables; Contractor's Personnel; Sub-Contractors

##### Provision of Services and Deliverables

2.1 The Contractor will provide the Services and deliver the Deliverables in accordance with the scope of work set out in the Contract, including, but not limited to, the time for delivery of the Services and Deliverables, and to UNICEF's satisfaction. Except as expressly provided in the Contract, the Contractor will be responsible at its sole cost for providing all the necessary personnel, equipment, material and supplies and for making all arrangements necessary for the performance and completion of the Services and delivery of the Deliverables under the Contract.

2.2 The Contractor acknowledges that, other than as expressly set out in the Contract, UNICEF will have no obligation to provide any assistance to the Contractor and UNICEF makes no representations as to the availability of any facilities, equipment, materials, systems or licenses which may be helpful or useful for the fulfillment by the Contractor of its obligations under the Contract. If UNICEF provides access to and use of UNICEF premises, facilities or systems (whether on site or remotely) to the Contractor for the purposes of the Contract, the Contractor will ensure that its Personnel or sub-contractors will, at all times (a) use such access exclusively for the specific purpose for which the access has been granted and (b) comply with UNICEF's security and other regulations and instructions for such access and use, including, but not limited to, UNICEF's information security policies. The Contractor will ensure that only those of its Personnel that have been authorized by the Contractor, and approved by UNICEF, have access to UNICEF's premises, facilities or systems.

2.3 The Contractor will use its best efforts to accommodate reasonable requests for changes (if any) to the scope of work of the Services or time for provision of the Services or delivery of the Deliverables. If UNICEF requests any material change to the scope of work or time for delivery, UNICEF and the Contractor will negotiate any necessary changes to the Contract, including as to the Fee and the time schedule under the Contract. Any such agreed changes will become effective only when they are set out in a written amendment to the Contract signed by both UNICEF and the Contractor. Should the Parties fail to agree on any such changes within thirty (30) days, UNICEF will have the option to terminate the Contract without penalty notwithstanding any other provision of the Contract.

2.4 The Contractor will neither seek nor accept instructions from any entity other than UNICEF (or entities authorized by UNICEF to give instructions to the Contractor) in connection with the provision of the Services or development and delivery of the Deliverables.

2.5 Title to any equipment and supplies which may be provided to the Contractor by UNICEF, will remain with UNICEF. Such equipment and supplies will be returned to UNICEF at the conclusion of the Contract or when no longer needed by the Contractor in the same condition as when they were provided to the Contractor, subject to normal wear and tear. The Contractor will pay UNICEF the value of any loss of, damage to, or degradation of, the equipment and supplies beyond normal wear and tear.

##### Non-conforming Services and Consequences of Delay

2.6 If the Contractor determines it will be unable to provide the Services or deliver the Deliverables by the date stipulated in the Contract, the Contractor will (i) immediately consult with UNICEF to determine the most expeditious means for delivery of the Services and/or Deliverables; and (ii) take necessary action to expedite delivery of the Services and/or Deliverables, at the Contractor's cost (unless the delay is due to force majeure as defined in Article 6.8 below), if reasonably so requested by UNICEF.

2.7 The Contractor acknowledges that UNICEF may monitor the Contractor's performance under the Contract and may at any time evaluate the quality of the Services provided and the Deliverables to determine whether or not the Services and Deliverables conform to the Contract. The Contractor agrees to provide its full cooperation with such performance monitoring and evaluation, at no additional cost or expense to UNICEF, and will provide relevant information as reasonably requested by UNICEF, including, but not limited to, the date of receipt of the Contract, detailed status updates, costs to be charged and payments made by UNICEF or pending. Neither the evaluation of the Services and Deliverables, nor failure to undertake any such evaluation, will relieve the Contractor of any of its warranty or other obligations under the Contract.

2.8 If the Services or Deliverables provided by the Contractor do not conform to the requirements of the Contract or are delivered late or incomplete, without prejudice to any of its other rights and remedies, UNICEF can, at its option:

## ANNEX A

### GENERAL TERMS AND CONDITIONS

(a) by written notice, require the Contractor, at the Contractor's expense, to remedy its performance, including any deficiencies in the Deliverables, to UNICEF's satisfaction within thirty (30) days after receipt of UNICEF's notice (or within such shorter period as UNICEF may determine, in its sole discretion, is necessary as specified in the notice);

(b) require the Contractor to refund all payments (if any) made by UNICEF in respect of such non-conforming or incomplete performance;

(c) procure all or part of the Services and/or Deliverables from other sources, and require the Contractor to pay UNICEF for any additional cost beyond the balance of the Fee for such Services and Deliverables;

(d) give written notice to terminate the Contract for breach, in accordance with Article 6.1 below, if the Contractor fails to remedy the breach within the cure period specified in Article 6.1 or if the breach is not capable of remedy;

(e) require the Contractor to pay liquidated damages as set out in the Contract.

2.9 Further to Article 11.5 below, the Contractor expressly acknowledges that if UNICEF takes delivery of Services or Deliverables that have been delivered late or otherwise not in full compliance with the requirements of the Contract, this does not constitute a waiver of UNICEF's rights in respect of such late or non-compliant performance.

#### Contractor's Personnel and Sub-Contractors

2.10 The following provisions apply with regard to the Contractor's Personnel:

(a) The provisions of Article 7 (Ethical Standards) will apply to the Contractor's Personnel as expressly stated in Article 7.

(b) The Contractor will be responsible for the professional and technical competence of the Personnel it assigns to perform work under the Contract and will select professionally qualified, reliable and competent individuals who will be able to effectively perform the obligations under the Contract and who, while doing so, will respect the local laws and customs and conform to a high standard of moral and ethical conduct.

(c) The qualifications of any Personnel whom the Contractor may assign or may propose to assign to perform any obligations under the Contract will be substantially the same as, or better than, the qualifications of any personnel originally proposed by the Contractor.

(d) At any time during the term of the Contract, UNICEF can make a written request that the Contractor replace one or more of the assigned Personnel. UNICEF will not be required to give an explanation or justification for this request. Within seven (7) working days of receiving UNICEF's request for replacement the Contractor must replace the Personnel in question with Personnel acceptable to UNICEF. This provision also extends to Personnel of the Contractor who have "account manager" or "relationship manager" type functions.

(e) If one or more of Contractor's Key Personnel become unavailable, for any reason, for work under the Contract, the Contractor will (i) notify the UNICEF contracting authority at least fourteen (14) days in advance; and (ii) obtain the UNICEF contracting authority's approval prior to making any substitution of Key Personnel. In notifying the UNICEF contracting authority, the Contractor will provide an explanation of the circumstances necessitating the proposed replacement(s) and submit justification and qualification of replacement Personnel in sufficient detail to permit evaluation of the impact on the engagement.

(f) The approval of UNICEF of any Personnel assigned by the Contractor (including any replacement Personnel) will not relieve the Contractor of any of its obligations under the Contract. The Contractor's Personnel, including individual sub-contractors, will not be considered in any respect as being the employees or agents of UNICEF.

(g) All expenses of the withdrawal or replacement of the Contractor's Personnel will, in all cases, be borne exclusively by the Contractor.

2.11 The Contractor will obtain the prior written approval and clearance of UNICEF for all institutional sub-contractors it proposes to use in connection with the Contract. The approval of UNICEF of a sub-contractor will not relieve the Contractor of any of its obligations under the Contract. The terms of any sub-contract will be subject to, and will be construed in a manner that is fully in accordance with, all of the terms and conditions of the Contract.

2.12 The Contractor confirms that it has read UNICEF's Policy on Conduct Promoting the Protection and

Safeguarding of Children. The Contractor will ensure that its Personnel understand the notification requirements expected of them and will establish and maintain appropriate measures to promote compliance with such requirements. The Contractor will further cooperate with UNICEF's implementation of this policy.

2.13 The Contractor will supervise its Personnel and sub-contractors and will be fully responsible and liable for all Services performed by its Personnel and sub-contractors and for their compliance with the terms and conditions of the Contract.

2.14 The Contractor will comply with all applicable international standards and national labor laws, rules and regulations relating to the employment of national and international staff in connection with the Services, including, but not limited to, laws, rules and regulations associated with the payment of the employer's portions of income tax, insurance, social security, health insurance, worker's compensation, retirement funds, severance or other similar payments. Without limiting the provisions of this Article 2 or Article 4 below, the Contractor will be fully responsible and liable for, and UNICEF will not be liable for (a) all payments due to its Personnel and sub-contractors for their services in relation to the performance of the Contract; (b) any action, omission, negligence or misconduct of the Contractor, its Personnel and sub-contractors; (c) any insurance coverage which may be necessary or desirable for the purpose of the Contract; (d) the safety and security of the Contractor's Personnel and sub-contractors' personnel; or (e) any costs, expenses, or claims associated with any illness, injury, death or disability of the Contractor's Personnel and sub-contractors' personnel, it being understood that UNICEF will have no liability or responsibility with regard to any of the events referred to in this Article 2.14.

#### 3. Fee; Invoicing; Tax Exemption; Payment Terms

3.1 The fee for the Services is the amount in the currency specified in the fee section of the Contract (the "Fee"), it being understood that such amount is specified in United States dollars unless otherwise expressly provided for in the fee section of the Contract. Unless expressly stated otherwise in the Contract, the Fee is inclusive of all costs, expenses, charges or fees that the Contractor may incur in connection with the performance of its obligations under the Contract; provided that, without prejudice to or limiting the provisions of Article 3.3 below, all duties and other taxes imposed by any authority or entity must be separately identified. It is understood and agreed that the Contractor will not request any change to the Fee after the Services or Deliverables have been provided and that the Fee cannot be changed except by written agreement between the Parties before the relevant Service or Deliverable is provided. UNICEF will not agree to changes to the Fee for modifications or interpretations of the scope of work if those modifications or interpretations of the scope of work have already been initiated by the Contractor. UNICEF will not be liable to pay for any work conducted or materials provided by the Contractor that are outside the scope of work or were not authorized in advance by UNICEF.

3.2 The Contractor will issue invoices to UNICEF only after the Contractor has provided the Services (or components of the Services) and delivered the Deliverables (or installments of the Deliverables) in accordance with the Contract and to UNICEF's satisfaction. The Contractor will issue (a) one (1) invoice in respect of the payment being sought, in the currency specified in the Contract and in English, indicating the Contract identification number listed on the front page of the Contract; and (b) provide a clear and specific description of the Services provided and Deliverables delivered, as well as supporting documentation for reimbursable expenses if any, in sufficient detail to permit UNICEF to verify the amounts stated in the invoice.

3.3 The Contractor authorizes UNICEF to deduct from the Contractor's invoices any amount representing direct taxes (except charges for utilities services) and customs restrictions, duties and charges of a similar nature in respect of articles imported or exported for UNICEF's official use in accordance with the exemption from tax in Article II, Section 7 of the Convention of the Privileges and Immunities of the United Nations, 1946. In the event any governmental authority refuses to recognize this exemption from taxes, restrictions, duties or charges, the Contractor will immediately consult with UNICEF to determine a mutually acceptable procedure. The Contractor will provide full cooperation to UNICEF with regard to securing UNICEF's exemption from, or refund of amounts paid as, value-added taxes or taxes of a similar nature.

3.4 UNICEF will notify the Contractor of any dispute or discrepancy in the content or form of any invoice. With respect to disputes regarding only a portion of such invoice, UNICEF will pay the Contractor the amount of the undisputed portion in accordance with Article 3.5 below. UNICEF and the Contractor will consult in good faith to promptly resolve any dispute with respect to any invoice. Upon resolution of such dispute, any amounts that have not been charged in accordance with the Contract will be deducted from the invoice(s) in which they appear and UNICEF will pay any agreed remaining items in the invoice(s) in accordance with Article 3.5 within thirty (30) days after the final resolution of such dispute.

3.5 UNICEF will pay the uncontested amount of the Contractor's invoice within thirty (30) days of receiving both the invoice and the required supporting documents, as referred to in Article 3.2 above. The amount paid will reflect any discount(s) shown under the payment terms of the Contract. The Contractor will not be entitled to interest on any late payment or any sums payable under the Contract nor any accrued interest on payments

## ANNEX A

### GENERAL TERMS AND CONDITIONS

withheld by UNICEF in connection with a dispute. Payment will not relieve the Contractor of its obligations under the Contract and will not be deemed to be acceptance by UNICEF of, or waiver of any of UNICEF's rights with regard to, the Contractor's performance.

3.6 Each invoice will confirm the Contractor's bank account details provided to UNICEF as part of the Contractor's registration process with UNICEF. All payments due to the Contractor under the Contract will be made by electronic funds transfer to that bank account. It is the Contractor's responsibility to ensure that the bank details supplied by it to UNICEF are up-to-date and accurate and notify UNICEF in writing by an authorized representative of the Contractor of any changes in bank details together with supporting documentation satisfactory to UNICEF.

3.7 The Contractor acknowledges and agrees that UNICEF may withhold payment in respect of any invoice if, in UNICEF's opinion, the Contractor has not performed in accordance with the terms and conditions of the Contract, or if the Contractor has not provided sufficient documentation in support of the invoice.

3.8 UNICEF will have the right to set off, against any amount or amounts due and payable by UNICEF to the Contractor under the Contract, any payment, indebtedness or other claim (including, without limitation, any overpayment made by UNICEF to the Contractor) owing by the Contractor to UNICEF under the Contract or under any other contract or agreement between the Parties. UNICEF will not be required to give the Contractor prior notice before exercising this right of set-off (such notice being waived by the Contractor). UNICEF will promptly notify the Contractor after it has exercised such right of set-off, explaining the reasons for such set-off, provided, however, that the failure to give such notification will not affect the validity of such set-off.

3.9 Each of the invoices paid by UNICEF may be subject to a post-payment audit by UNICEF's external and internal auditors or by other authorised agents of UNICEF, at any time during the term of the Contract and for three (3) years after the Contract terminates. UNICEF will be entitled to a refund from the Contractor of amounts such audit or audits determine were not in accordance with the Contract regardless of the reasons for such payments (including but not limited to the actions or inactions of UNICEF staff and other personnel).

#### 4. Representations and Warranties; Indemnification; Insurance

##### Representations and Warranties

4.1 The Contractor represents and warrants that as of the effective date and throughout the term of the Contract: (a) the Contractor has the full authority and power to enter into the Contract and to perform its obligations under the Contract and the Contract is a legal, valid and binding obligation, enforceable against it in accordance with its terms; (b) all of the information it has previously provided to UNICEF, or that it provides to UNICEF during the term of the Contract, concerning the Contractor and the provision of the Services and the delivering of the Deliverables is true, correct, accurate and not misleading; (c) it is financially solvent and is able to provide the Services to UNICEF in accordance with the terms and conditions of the Contract; (d) it has, and will maintain throughout the term of the Contract, all rights, licenses, authority and resources necessary, as applicable, to provide the Services and deliver the Deliverables to UNICEF's satisfaction and to perform its obligations under the Contract; (e) the work product is and will be original to the Contractor and does not and will not infringe any copyright, trademark, patent or other proprietary right of any third party; and (f) except as otherwise expressly stated in the Contract, it has not and will not enter into any agreement or arrangement that restrains or restricts any person's rights to use, sell, dispose of or otherwise deal with any Deliverable or other work resulting from the Services. The Contractor will fulfill its commitments with the fullest regard to the interests of UNICEF and will refrain from any action which may adversely affect UNICEF or the United Nations.

4.2 The Contractor further represents and warrants, as of the effective date and throughout the term of the Contract, that it and its Personnel and sub-contractors will perform the Contract and provide the Services and Deliverables (a) in a professional and workmanlike manner; (b) with reasonable care and skill and in accordance with the highest professional standards accorded to professionals providing the same or substantially similar services in a same industry; (c) with priority equal to that given to the same or similar services for the Contractor's other clients; and (d) in accordance with all laws, ordinances, rules, and regulations bearing upon the performance of its obligations under the Contract and the provision of the Services and Deliverables.

4.3 The representations and warranties made by the Contractor in Articles 4.1 and 4.2 above are made to and are for the benefit of (a) each entity (if any) that makes a direct financial contribution to UNICEF to procure the Services and Deliverables; and (b) each Government or other entity (if any) that receives the direct benefit of the Services and Deliverables.

##### Indemnification

4.4 The Contractor will indemnify, hold and save harmless and defend, at its own expense, UNICEF, its

officials, employees, consultants and agents, each entity that makes a direct financial contribution to UNICEF to procure the Services and Deliverables and each Government or other entity that receives the direct benefit of the Services and Deliverables, from and against all suits, claims, demands, losses and liability of any nature or kind, including their costs and expenses, by any third party and arising out of the acts or omissions of the Contractor or its Personnel or sub-contractors in the performance of the Contract. This provision will extend to but not be limited to (a) claims and liability in the nature of workers' compensation, (b) product liability, and (c) any actions or claims pertaining to the alleged infringement of a copyright or other intellectual property rights or licenses, patent, design, trade-name or trade-mark arising in connection with the Deliverables or other liability arising out of the use of patented inventions or devices, copyrighted material or other intellectual property provided or licensed to UNICEF under the terms of the Contract or used by the Contractor, its Personnel or sub-contractors in the performance of the Contract.

4.5 UNICEF will report any such suits, proceedings, claims, demands, losses or liability to the Contractor within a reasonable period of time after having received actual notice. The Contractor will have sole control of the defence, settlement and compromise of any such suit, proceeding, claim or demand, except with respect to the assertion or defence of the privileges and immunities of UNICEF or any matter relating to UNICEF's privileges and immunities (including matters relating to UNICEF's relations with Host Governments), which as between the Contractor and UNICEF only UNICEF itself (or relevant Governmental entities) will assert and maintain. UNICEF will have the right, at its own expense, to be represented in any such suit, proceeding, claim or demand by independent counsel of its own choosing.

##### Insurance

4.6 The Contractor will comply with the following insurance requirements:

(a) The Contractor will have and maintain in effect with reputable insurers and in sufficient amounts, insurance against all of the Contractor's risks under the Contract (including, but not limited to, the risk of claims arising out of or related to the Contractor's performance of the Contract), including the following:

(i) Insurance against all risks in respect of its property and any equipment used for the performance of the Contract;

(ii) General liability insurance against all risks in respect of the Contract and claims arising out of the Contract in an adequate amount to cover all claims arising from or in connection with the Contractor's performance under the Contract;

(iii) All appropriate workers' compensation and employer's liability insurance, or its equivalent, with respect to its Personnel and sub-contractors to cover claims for death, bodily injury or damage to property arising from the performance of the Contract; and

(iv) Such other insurance as may be agreed upon in writing between UNICEF and the Contractor.

(b) The Contractor will maintain the insurance coverage referred to in Article 4.6(a) above during the term of the Contract and for a period after the Contract terminates extending to the end of any applicable limitations period with regard to claims against which the insurance is obtained.

(c) The Contractor will be responsible to fund all amounts within any policy deductible or retention.

(d) Except with regard to the insurance referred to in paragraph (a)(iii) above, the insurance policies for the Contractor's insurance required under this Article 4.6 will (i) name UNICEF as an additional insured; (ii) include a waiver by the insurer of any subrogation rights against UNICEF; and (iii) provide that UNICEF will receive thirty (30) days' written notice from the insurer prior to any cancellation or change of coverage.

(e) The Contractor will, upon request, provide UNICEF with satisfactory evidence of the insurance required under this Article 4.6.

(f) Compliance with the insurance requirements of the Contract will not limit the Contractor's liability either under the Contract or otherwise.

##### Liability

4.7 The Contractor will pay UNICEF promptly for all loss, destruction or damage to UNICEF's property caused by the Contractor's Personnel or sub-contractors in the performance of the Contract.

#### 5. Intellectual Property and Other Proprietary Rights; Data Protection; Confidentiality

##### Intellectual Property and Other Proprietary Rights

## ANNEX A

### GENERAL TERMS AND CONDITIONS

5.1 Unless otherwise expressly provided for in the Contract:

(a) Subject to paragraph (b) of this Article 5.1, UNICEF will be entitled to all intellectual property and other proprietary rights including but not limited to patents, copyrights and trademarks, with regard to products, processes, inventions, ideas, know-how, documents, data and other materials ("Contract Materials") that (i) the Contractor develops for UNICEF under the Contract and which bear a direct relation to the Contract or (ii) are produced, prepared or collected in consequence of, or during the course of, the performance of the Contract. The term "Contract Materials" includes, but is not limited to, all maps, drawings, photographs, plans, reports, recommendations, estimates, documents developed or received by, and all other data compiled by or received by, the Contractor under the Contract. The Contractor acknowledges and agrees that Contract Materials constitute works made for hire for UNICEF. Contract Materials will be treated as UNICEF's Confidential Information and will be delivered only to authorized UNICEF officials on expiry or termination of the Contract.

(b) UNICEF will not be entitled to, and will not claim any ownership interest in, any intellectual property or other proprietary rights of the Contractor that pre-existed the performance by the Contractor of its obligations under the Contract, or that the Contractor may develop or acquire, or may have developed or acquired, independently of the performance of its obligations under the Contract. The Contractor grants to UNICEF a perpetual, non-exclusive, royalty-free license to use such intellectual property or other proprietary rights solely for the purposes of and in accordance with the requirements of the Contract.

(c) At UNICEF's request, the Contractor will take all necessary steps, execute all necessary documents and generally assist in securing such proprietary rights and transferring them (or, in the case, intellectual property referred to in paragraph (b) above, licensing) them to UNICEF in compliance with the requirements of the applicable law and of the Contract.

#### Confidentiality

5.2 Confidential Information that is considered proprietary by either Party or that is delivered or disclosed by one Party ("Discloser") to the other Party ("Recipient") during the course of performance of the Contract or in connection with the subject matter of the Contract will be held in confidence by the Recipient. The Recipient will use the same care and discretion to avoid disclosure of the Discloser's Confidential Information as the Recipient uses for its own Confidential Information and will use the Discloser's Confidential Information solely for the purpose for which it was disclosed to the Recipient. The Recipient will not disclose the Discloser's Confidential Information to any other party:

(a) except to those of its Affiliates, employees, officials, representatives, agents and sub-contractors who have a need to know such Confidential Information for purposes of performing obligations under the Contract; or

(b) unless the Confidential Information (i) is obtained by the Recipient from a third party without restriction; (ii) is disclosed by the Discloser to a third party without any obligation of confidentiality; (iii) is known by the Recipient prior to disclosure by the Discloser; or (iv) at any time is developed by the Recipient completely independently of any disclosures under the Contract.

5.3 If the Contractor receives a request for disclosure of UNICEF's Confidential Information pursuant to any judicial or law enforcement process, before any such disclosure is made, the Contractor (a) will give UNICEF sufficient notice of such request in order to allow UNICEF to have a reasonable opportunity to secure the intervention of the relevant national government to establish protective measures or take such other action as may be appropriate and (b) will so advise the relevant authority that requested disclosure. UNICEF may disclose the Contractor's Confidential Information to the extent required pursuant to resolutions or regulations of its governing bodies.

5.4 The Contractor may not communicate at any time to any other person, Government or authority external to UNICEF, any information known to it by reason of its association with UNICEF that has not been made public, except with the prior written authorization of UNICEF; nor will the Contractor at any time use such information to private advantage.

#### Data Protection and Security

5.5 The Parties agree that, as between them, all UNICEF Data, together with all rights (including intellectual property and proprietary rights), title and interest to such UNICEF Data, will be the exclusive property of UNICEF, and the Contractor has a limited, nonexclusive license to access and use the UNICEF Data as provided in the Contract solely for the purpose of performing its obligations under the Contract. Except for the foregoing license, the Contractor will have no other rights, whether express or implied, in or to any UNICEF Data or its content.

5.6 The Contractor confirms that it has a data protection policy in place that meets all applicable data

protection standards and legal requirements and that it will apply such policy in the collection, storage, use, processing, retention and destruction of UNICEF Data. The Contractor will comply with any guidance or conditions on access and disclosure notified by UNICEF to Contractor in respect of UNICEF Data.

5.7 The Contractor will use its reasonable efforts to ensure the logical segregation of UNICEF Data from other information to the fullest extent possible. The Contractor will use safeguards and controls (such as administrative, technical, physical, procedural and security infrastructures, facilities, tools, technologies, practices and other protective measures) that are necessary and sufficient to meet the Contractor's confidentiality obligations in this Article 5 as they apply to UNICEF Data. At UNICEF's request, the Contractor will provide UNICEF with copies of the applicable policies and a description of the safeguards and controls that the Contractor uses to fulfil its obligations under this Article 5.7; provided that any such policies and description provided by the Contractor will be treated as the Contractor's Confidential Information under the Contract. UNICEF may assess the effectiveness of these safeguards, controls and protective measures and, at UNICEF's request, the Contractor will provide its full cooperation with any such assessment at no additional cost or expense to UNICEF. The Contractor will not, and will ensure that its Personnel will not, transfer, copy, remove or store UNICEF Data from a UNICEF location, network or system without the prior written approval of an authorized official of UNICEF.

5.8 Except as otherwise expressly stated in the Contract or with UNICEF's express prior written consent, the Contractor will not install any application or other software on any UNICEF device, network or system. The Contractor represents and warrants to UNICEF that the Services and Deliverables provided under the Contract will not contain any Disabling Code, and that UNICEF will not otherwise receive from the Contractor any Disabling Code in the performance of the Contract. Without prejudice to UNICEF's other rights and remedies, if a Disabling Code is identified, the Contractor, at its sole cost and expense, will take all steps necessary to: (a) restore and/or reconstruct any and all UNICEF Data lost by UNICEF and/or End Users as a result of Disabling Code; (b) furnish to UNICEF a corrected version of the Services without the presence of Disabling Codes; and (c) as needed, re-implement the Services.

5.9 In the event of any Security Incident, the Contractor will, as soon as possible following the Contractor's discovery of such Security Incident and at its sole cost and expense: (a) notify UNICEF of such Security Incident and of the Contractor's proposed remedial actions; (b) implement any and all necessary damage mitigation and remedial actions; and (c) as relevant, restore UNICEF's and, as directed by UNICEF, End Users' access to the Services. The Contractor will keep UNICEF reasonably informed of the progress of the Contractor's implementation of such damage mitigation and remedial actions. The Contractor, at its sole cost and expense, will cooperate fully with UNICEF's investigation of, remediation of, and/or response to any Security Incident. If the Contractor fails to resolve, to UNICEF's reasonable satisfaction, any such Security Incident, UNICEF can terminate the Contract with immediate effect.

#### Service Providers and Sub-Contractors

5.10 The Contractor will impose the same requirements relating to data protection and non-disclosure of Confidential Information, as are imposed upon the Contractor itself by this Article 5 of the Contract, on its service providers, subcontractors and other third parties and will remain responsible for compliance with such requirements by its service providers, subcontractors and other third parties.

#### End of Contract

5.11 Upon the expiry or earlier termination of the Contract, the Contractor will:

(a) return to UNICEF all of UNICEF's Confidential Information, including, but not limited to, UNICEF Data, or, at UNICEF's option, destroy all copies of such information held by the Contractor or its sub-contractors and confirm such destruction to UNICEF in writing; and

(b) will transfer to UNICEF all intellectual and other proprietary information in accordance with Article 5.1(a).

#### 6. Termination; Force Majeure

##### Termination by Either Party for Material Breach

6.1 If one Party is in material breach of any of its obligations under the Contract, the other Party can give it written notice that within thirty (30) days of receiving such notice the breach must be remedied (if such breach is capable of remedy). If the breaching Party does not remedy the breach within the thirty (30) days' period or if the breach is not capable of remedy, the non-breaching Party can terminate the Contract. The termination will be effective thirty (30) days after the non-breaching Party gives the breaching Party written notice of termination. The initiation of conciliation or arbitral proceedings in accordance with Article 9 (Privileges and Immunities; Settlement of Disputes) below will not be grounds for termination of the Contract.

## ANNEX A

### GENERAL TERMS AND CONDITIONS

#### Additional Termination Rights of UNICEF

6.2 In addition to the termination rights under Article 6.1 above, UNICEF can terminate the Contract with immediate effect upon delivery of a written notice of termination, without any liability for termination charges or any other liability of any kind:

- (a) in the circumstances described in, and in accordance with, Article 7 (Ethical Standards); or
- (b) if the Contractor breaches any of the provisions of Articles 5.2-5.11 (Confidentiality; Data Protection and Security); or
- (c) if the Contractor (i) is adjudged bankrupt, or is liquidated, or becomes insolvent, or applies for a moratorium or stay on any payment or repayment obligations, or applies to be declared insolvent, (ii) is granted a moratorium or a stay, or is declared insolvent, (iii) makes an assignment for the benefit of one or more of its creditors, (iv) has a receiver appointed on account of the insolvency of the Contractor, (v) offers a settlement in lieu of bankruptcy or receivership or (vi) has become, in UNICEF's reasonable judgment, subject to a materially adverse change in its financial condition that threatens to substantially affect the ability of the Contractor to perform any of its obligations under the Contract.

6.3 In addition to the termination rights under Article 6.1 and Article 6.2 above, UNICEF can terminate the Contract at any time by providing written notice to the Contractor in any case in which UNICEF's mandate applicable to the performance of the Contract or UNICEF's funding applicable to the Contract is curtailed or terminated, whether in whole or in part. UNICEF can also terminate the Contract on sixty (60) day's written notice to the Contractor without having to provide any justification.

6.4 As soon as it receives a notice of termination from UNICEF, the Contractor will take immediate steps to bring the performance of any obligations under the Contract to a close in a prompt and orderly manner, and in doing so, reduce expenses to a minimum, and will not undertake any further or additional commitments as of and following the date it receives the termination notice. In addition, the Contractor will take any other action that may be necessary, or that UNICEF may direct in writing, in order to minimise losses or protect and preserve any property, whether tangible or intangible, related to the Contract that is in the possession of the Contractor and in which UNICEF has or may be reasonably expected to acquire an interest.

6.5 If the Contract is terminated by either Party, the Contractor will immediately deliver to UNICEF any finished work which has not been delivered and accepted prior to the receipt of a notice of termination, together with any data, materials or work-in-process related specifically to the Contract. If UNICEF obtains the assistance of another party to continue the Services or complete any unfinished work, the Contractor will provide its reasonable cooperation to UNICEF and such party in the orderly migration of Services and transfer of any Contract-related data, materials and work-in-process. The Contractor will at the same time return to UNICEF all of UNICEF's Confidential Information and will transfer to UNICEF all intellectual and other proprietary information in accordance with Article 5.

6.6 If the Contract is terminated by either Party no payment will be due from UNICEF to the Contractor except for Services and Deliverables provided to UNICEF's satisfaction in accordance with the Contract, but only if such Services and Deliverables were required or requested before the Contractor's receipt of the notice of termination or, in the case of termination by the Contractor, the effective date of such termination. The Contractor will have no claim for any further payment beyond payments in accordance with this Article 6.6, but will remain liable to UNICEF for all loss or damages which may be suffered by UNICEF by reason of the Contractor's default (including but not limited to cost of the purchase and delivery of replacement or substitute Services or Deliverables).

6.7 The termination rights in this Article 6 are in addition to all other rights and remedies of UNICEF under the Contract.

#### Force Majeure

6.8 If one Party is rendered permanently unable, wholly, or in part, by reason of force majeure to perform its obligations under the Contract, the other Party may terminate the Contract on the same terms and conditions as are provided for in Article 6.1 above, except that the period of notice will be seven (7) days instead of thirty (30) days. "Force majeure" means any unforeseeable and irresistible events arising from causes beyond the control of the Parties, including acts of nature, any act of war (whether declared or not), invasion, revolution, insurrection, terrorism or other acts of a similar nature or force. "Force majeure" does not include (a) any event which is caused by the negligence or intentional action of a Party; (b) any event which a diligent party could reasonably have been expected to take into account and plan for at the time the Contract was entered into; (c) the insufficiency of funds, inability to make any payment required under the Contract, or any economic conditions, including but not limited to inflation, price escalations, or labour availability; or (d) any event

resulting from harsh conditions or logistical challenges for the Contractor (including civil unrest) associated with locations at which UNICEF is operating or is about to operate or is withdrawing from, or any event resulting from UNICEF's humanitarian, emergency, or similar response operations.

#### 7. Ethical Standards

7.1 Without limiting the generality of Article 2 above, the Contractor will be responsible for the professional and technical competence of its Personnel including its employees and will select, for work under the Contract, reliable individuals who will perform effectively in the implementation of the Contract, respect the local laws and customs, and conform to a high standard of moral and ethical conduct.

7.2 (a) The Contractor represents and warrants that no official of UNICEF or of any United Nations System organisation has received from or on behalf of the Contractor, or will be offered by or on behalf of the Contractor, any direct or indirect benefit in connection with the Contract, including the award of the Contract to the Contractor. Such direct or indirect benefit includes, but is not limited to, any gifts, favours or hospitality.

(b) The Contractor represents and warrants that the following requirements with regard to former UNICEF officials have been complied with and will be complied with:

(i) During the one (1) year period after an official has separated from UNICEF, the Contractor may not make a direct or indirect offer of employment to that former UNICEF official if that former UNICEF official was, during the three years prior to separating from UNICEF, involved in any aspect of a UNICEF procurement process in which the Contractor has participated.

(ii) During the two (2) year period after an official has separated from UNICEF, that former official may not, directly or indirectly on behalf of the Contractor, communicate with UNICEF, or present to UNICEF, about any matters that were within such former official's responsibilities while at UNICEF.

(c) The Contractor further represents that, in respect of all aspects of the Contract (including the award of the Contract by UNICEF to the Contractor and the selection and awarding of sub-contracts by the Contractor), it has disclosed to UNICEF any situation that may constitute an actual or potential conflict of interest or could reasonably be perceived as a conflict of interest.

7.3 The Contractor further represents and warrants that neither it nor any of its Affiliates, or Personnel or directors, is subject to any sanction or temporary suspension imposed by any United Nations System organisation or other international inter-governmental organisation. The Contractor will immediately disclose to UNICEF if it or any of its Affiliates or Personnel or directors, becomes subject to any such sanction or temporary suspension during the term of the Contract.

7.4 The Contractor will (a) observe the highest standard of ethics; (b) use its best efforts to protect UNICEF against fraud, in the performance of the Contract; and (c) comply with the applicable provisions of UNICEF's Policy Prohibiting and Combatting Fraud and Corruption. In particular, the Contractor will not engage, and will ensure that its Personnel, agents and sub-contractors do not engage, in any corrupt, fraudulent, coercive, collusive or obstructive conduct as such terms are defined in UNICEF's Policy Prohibiting and Combatting Fraud and Corruption.

7.5 The Contractor will, during the term of the Contract, comply with (a) all laws, ordinances, rules and regulations bearing upon the performance of its obligations under the Contract and (b) the standards of conduct required under the UN Supplier Code of Conduct (available at the United Nations Global Marketplace website - [www.ungm.org](http://www.ungm.org)).

7.6 The Contractor further represents and warrants that neither it nor any of its Affiliates is engaged, directly or indirectly, (a) in any practice inconsistent with the rights set out in the Convention on the Rights of the Child, including Article 32, or the International Labour Organisation's Convention Concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour, No. 182 (1999); or (b) in the manufacture, sale, distribution, or use of anti-personnel mines or components utilised in the manufacture of anti-personnel mines.

7.7 The Contractor represents and warrants that it has taken and will take all appropriate measures to prevent sexual exploitation or abuse of anyone by its Personnel including its employees or any persons engaged by the Contractor to perform any services under the Contract. For these purposes, sexual activity with any person less than eighteen years of age, regardless of any laws relating to consent, will constitute the sexual exploitation and abuse of such person. In addition, the Contractor represents and warrants that it has taken and will take all appropriate measures to prohibit its Personnel including its employees or other persons engaged by the Contractor, from exchanging any money, goods, services, or other things of value, for sexual favours or activities or from engaging in any sexual activities that are exploitive or degrading to any person. This provision constitutes an essential term of the Contract and any breach of this representation and warranty will

## ANNEX A

### GENERAL TERMS AND CONDITIONS

entitle UNICEF to terminate the Contract immediately upon notice to the Contractor, without any liability for termination charges or any other liability of any kind.

7.8 The Contractor will inform UNICEF as soon as it becomes aware of any incident or report that is inconsistent with the undertakings and confirmations provided in this Article 7.

7.9 The Contractor acknowledges and agrees that each of the provisions in this Article 7 constitutes an essential term of the Contract.

(a) UNICEF will be entitled, in its sole discretion and at its sole choice, to suspend or terminate the Contract and any other contract between UNICEF and the Contractor with immediate effect upon written notice to the Contractor if: (i) UNICEF becomes aware of any incident or report that is inconsistent with, or the Contractor breaches any of, the undertakings and confirmations provided in this Article 7 or the equivalent provisions of any contract between UNICEF and the Contractor or any of the Contractor's Affiliates, or (ii) the Contractor or any of its Affiliates, or Personnel or directors becomes subject to any sanction or temporary suspension described in Article 7.3 during the term of the Contract.

(b) In the case of suspension, if the Contractor takes appropriate action to address the relevant incident or breach to UNICEF's satisfaction within the period stipulated in the notice of suspension, UNICEF may lift the suspension by written notice to the Contractor and the Contract and all other affected contracts will resume in accordance with their terms. If, however, UNICEF is not satisfied that the matters are being adequately addressed by the Contractor, UNICEF may at any time, exercise its right to terminate the Contract and any other contract between UNICEF and the Contractor.

(c) Any suspension or termination under this Article 7 will be without any liability for termination or other charges or any other liability of any kind.

#### 8. Full Cooperation with Audits And Investigations

8.1 From time to time, UNICEF may conduct inspections, post-payment audits or investigations relating to any aspect of the Contract including but not limited to the award of the Contract, the way in which the Contract operates or operated, and the Parties' performance of the Contract generally and including but not limited to the Contractor's compliance with the provisions of Article 7 above. The Contractor will provide its full and timely cooperation with any such inspections, post-payment audits or investigations, including (but not limited to) making its Personnel and any relevant data and documentation available for the purposes of such inspections, post-payment audits or investigations, at reasonable times and on reasonable conditions, and granting UNICEF and those undertaking such inspections, post-payment audits or investigations access to the Contractor's premises at reasonable times and on reasonable conditions in connection with making its Personnel and any relevant data and documentation available. The Contractor will require its sub-contractors and its agents, including, but not limited to, the Contractor's attorneys, accountants or other advisers, to provide reasonable cooperation with any inspections, post-payment audits or investigations carried out by UNICEF.

#### 9. Privileges and Immunities; Settlement of Disputes

9.1 Nothing in or related to the Contract will be deemed a waiver, express or implied, deliberate or inadvertent, of any of the privileges and immunities of the United Nations, including UNICEF and its subsidiary organs, under the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, 1946, or otherwise.

9.2 The terms of the Contract will be interpreted and applied without application of any system of national or sub-national law.

9.3 The Parties will use their best efforts to settle amicably any dispute, controversy or claim arising out of, or relating to the Contract. Where the Parties wish to seek such an amicable settlement through conciliation, the conciliation will take place in accordance with the UNCITRAL Conciliation Rules then in force, or according to such other procedure as may be agreed between the Parties. Any dispute, controversy or claim between the Parties arising out of the Contract which is not resolved within ninety (90) days after one Party receives a request from the other Party for amicable settlement can be referred by either Party to arbitration. The arbitration will take place in accordance with the UNCITRAL Arbitration Rules then in force. The venue of the arbitration will be New York, NY, USA. The decisions of the arbitral tribunal will be based on general principles of international commercial law. The arbitral tribunal will have no authority to award punitive damages. In addition, the arbitral tribunal will have no authority to award interest in excess of the London Inter-Bank Offered Rate (LIBOR) then prevailing and any such interest will be simple interest only. The Parties will be bound by any arbitration award rendered as a result of such arbitration as the final adjudication of any such controversy, claim or dispute.

#### 10. Notices

10.1 Any notice, request or consent required or permitted to be given or made pursuant to the Contract will be in writing, and addressed to the persons listed in the Contract for the delivery of notices, requests or consents. Notices, requests or consents will be delivered in person, by registered mail, or by confirmed email transmission. Notices, requests or consents will be deemed received upon delivery (if delivered in person), upon signature of receipt (if delivered by registered mail) or twenty-four (24) hours after confirmation of receipt is sent from the addressee's email address (if delivered by confirmed email transmission).

10.2 Any notice, document or receipt issued in connection with the Contract must be consistent with the terms and conditions of the Contract and, in case of any ambiguity, discrepancy or inconsistency, the terms and conditions of the Contract will prevail.

10.3 All documents that comprise the Contract, and all documents, notices and receipts issued or provided pursuant to or in connection with the Contract, will be deemed to include, and will be interpreted and applied consistently with, the provisions of Article 9 (Privileges and Immunities; Settlement of Disputes).

#### 11. Other Provisions

11.1 The Contractor acknowledges UNICEF's commitment to transparency as outlined in UNICEF's Information Disclosure Policy and confirms that it consents to UNICEF's public disclosure of the terms of the Contract should UNICEF so determine and by whatever means UNICEF determines.

11.2 The failure of one Party to object to or take affirmative action with respect to any conduct of the other Party which is in violation of the terms of the Contract will not constitute and will not be construed to be a waiver of the violation or breach, or of any future violation, breach or wrongful conduct.

11.3 The Contractor will be considered as having the legal status of an independent contractor as regards UNICEF. Nothing contained in the Contract will be construed as making the Parties principal and agent or joint venturers.

11.4 The Contractor will not, without the prior written consent of UNICEF, assign, transfer, pledge or make other disposition of the Contract, or of any part of the Contract, or of any of the Contractor's rights or obligations under the Contract.

11.5 No grant of time to the Contractor to cure a default under the Contract, nor any delay or failure by UNICEF to exercise any other right or remedy available to UNICEF under the Contract, will be deemed to prejudice any rights or remedies available to UNICEF under the Contract or constitute a waiver of any rights or remedies available to UNICEF under the Contract.

11.6 The Contractor will not seek or file any lien, attachment or other encumbrance against any monies due or to become due under the Contract, and will not permit any other person to do so. It will immediately remove or obtain the removal of any lien, attachment or other encumbrance that is secured against any monies due or to become due under the Contract.

11.7 The Contractor will not advertise or otherwise make public for purposes of commercial advantage or goodwill that it has a contractual relationship with UNICEF or the United Nations. Except as regards references to the name of UNICEF for the purposes of annual reports or communication between the Parties and between the Contractor and its Personnel and sub-contractors, the Contractor will not, in any manner whatsoever use the name, emblem or official seal of UNICEF or the United Nations, or any abbreviation of the name of the United Nations, in connection with its business or otherwise without the prior written permission of UNICEF.

11.8 The Contract may be translated into languages other than English. The translated version of the Contract is for convenience only, and the English language version will govern in all circumstances.

11.9 No modification or change in the Contract, and no waiver of any of its provisions, nor any additional contractual relationship of any kind with the Contractor will be valid and enforceable against UNICEF unless set out in a written amendment to the Contract signed by an authorised official of UNICEF.

11.10 The provisions of Articles 2.14, 3.8, 3.9, 4, 5, 7, 8, 9, 11.1, 11.2 and 11.7 will survive provision of the Services and delivery of the Deliverables and the expiry or earlier termination of the Contract.